

# ***l'Anti*capitaliste**

n°383 | 11 mai 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**Macron président,  
l'offensive capitaliste est  
En Marche!**

**Construisons  
les résistances!**



## **Dossier**

**PARTI SOCIALISTE:  
«FIN D'UNE  
HISTOIRE»?** Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**État d'urgence et inquisition...  
Jusqu'à quand?**  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Algérie. Législatives: abstention  
et climat de fin de règne**  
Page 2



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

## **ACTU POLITIQUE**

**Front national: échec à la Pyrrhus...**  
Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Hakima Djellouah  
de la CGT Tati**  
Page 12



édito

Par ALAIN POJOLAT

## État d'urgence et inquisition... Jusqu'à quand ?

L'intronisation du nouveau monarque républicain a été l'occasion de nouvelles et nombreuses atteintes aux libertés publiques. Celles-ci sont traînées dans la boue depuis le 19 novembre 2015 (il y a près d'un an et demi...), date de la promulgation de l'état d'urgence et du renforcement du dispositif antiterroriste. Samedi 4 mai, Michel Delpuech, préfet de police d'Île-de-France, a pris un arrêté « d'interdiction de séjour » (c'est-à-dire de manifestation) à l'encontre de 69 personnes, militantes syndicalistes, membres d'organisations politiques, libertaires ou autonomes... Cette mesure scélérate n'a été justifiée que par de simples présomptions et procès d'intention du ministère de l'Intérieur : « Il y a tout lieu de penser que X répondra à l'appel de la mouvance contestataire radicale pour participer aux actions violentes annoncées »... Le profilage idéologique était, lui, très clair : « X a participé à de nombreuses reprises, aux manifestations contre les violences policières et le projet de réforme du code du travail. » Précisons que cette interdiction de manifester vise, entre autres, des personnes qui n'ont fait l'objet d'aucun contrôle d'identité ou de garde à vue lors des manifestations évoquées. Dimanche, au soir de l'élection, le quartier Ménilmontant (Paris 20<sup>e</sup>) bouclé par « les forces du désordre » a été l'objet d'une répression délibérée, et sans fondement. Des bars qui retransmettaient la soirée électorale ont été nassés, 141 personnes ont été interpellées, 9 mises en garde à vue. Deux personnes ont même été renversées par des cars de CRS sans que ceux-ci ne daignent s'arrêter... Et le lendemain, la manifestation appelée par le Front social a fait l'objet de nombreuses provocations policières tout au long du parcours, des cortège coupé à plusieurs reprises, des militantEs matraqués, blessés, gazés, insultés, menacés, mis en joue par des flashball, etc. Jusqu'où le pouvoir compte-t-il aller ? Jusqu'où ira la servitude des députéEs prétendument « de gauche » qui ont voté presque unanimement cet état d'urgence et les lois antiterroristes ? Les anticapitalistes, les antifascistes, les syndicalistes « debout » ne se laisseront pas intimider. « La rue elle est à qui ? Elle est à nous ! Vous ne nous empêcherez pas de manifester ! »

## BIEN DIT

Nous n'attendons rien de positif de ce nouveau président et des orientations qu'il compte mettre en place et qui dessinent un projet de société encore plus inégalitaire, avec toujours plus de pauvres, de chômeurs/euses, de précaires, et des conditions de travail dégradées. Nous devons donc préparer un nouvel affrontement plus large, plus déterminé et plus massif encore que ce que nous avons réalisé lors de la mobilisation contre la loi travail. (...) Il faut construire une riposte sociale dans nos entreprises, nos services, nos quartiers, nos villes et dans la rue.

Extrait du communiqué de SOLIDAIRES « Construire la riposte sociale » publié le mardi 9 mai

## À la Une

# Macron président, l'offensive capitaliste est En Marche ! Construisons les résistances !

Marine Le Pen, la candidate du Front national, n'a pas été élue et nous nous en réjouissons. Mais son score démontre l'urgence absolue d'une réponse politique et sociale des exploitésEs...

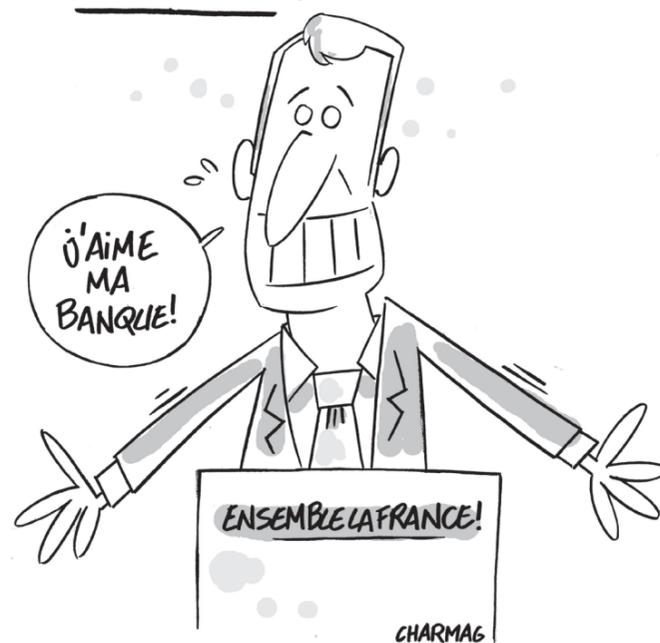
Car même battu, le FN reste un parti dangereux. Derrière quelques revendications sociales reprises de façon démagogique, son programme, c'est la destruction des droits démocratiques et la remise en cause de tous les droits du mouvement syndical et du mouvement social. Il développe un programme de division des exploitésEs, visant à renforcer les discriminations contre les personnes d'origine immigrée, un programme de haine raciste qui vise à épargner les vrais responsables de la misère et du chômage. Le FN a obtenu près de 11 millions de voix, et il serait dangereux de considérer que le problème est derrière nous. Le combat va se poursuivre, pour convaincre qu'aucun travailleur ne doit soutenir ce parti. L'histoire a prouvé que ce combat nécessite la plus large unité du monde du travail et de ses organisations. Le score du FN est un tremplin pour tenter d'accroître son implantation, il y a urgence à la contrer.

### Ne pas laisser le FN être l'opposition politique à Macron

Le FN se construit sur le désespoir des classes populaires, sur la perte des repères de classes, sur la crise profonde du système capitaliste et la crise politique et institutionnelle qui en découle. Il va tenter de se positionner pour capter la colère qui va se développer contre la politique de Macron le banquier, l'héritier de Hollande.

Ministre de l'Économie, Macron a inspiré des lois de régression sociale comme celle qui porte son nom ou la loi travail. Au-delà, Macron entend amplifier la contre-révolution

### MACRON PRÉSIDENT!



libérale et va donc poursuivre une politique d'austérité contre les catégories populaires, cela au nom de la liberté d'entreprendre, de la rigueur et de l'équilibre budgétaire... Son programme ? En finir avec les 35 heures, casser la Sécurité sociale, diminuer le nombre de fonctionnaires, aller encore plus loin dans la casse du code du travail...

### Préparer de nouvelles batailles

Notre point d'appui est la faible légitimité de Macron. Celui-ci a recueilli seulement 23% des voix au premier tour, 17% des inscritEs... Et plusieurs

études montrent que seule la moitié de ses électeurs est convaincue par son programme, soit moins de 10% des inscritEs.

Nous devons nous unir pour préparer les résistances face à un Macron qui déclare vouloir gouverner par ordonnances pour imposer son programme antisocial. Une période de combat est devant nous, et nous devons organiser le « tous ensemble », inverser le rapport de forces, construire un front pour défendre dans l'unité nos droits sociaux et démocratiques. Des militants syndicaux et associatifs ont commencé à préparer

la riposte, dans divers appels et manifestations, et dans des mobilisations qui existent ici ou là contre les licenciements, chez Tati, Whirlpool, et tant d'autres. Tous ces combats vont dans le bon sens, mais il ne faut pas se faire d'illusions : ce ne sont pas des luttes partielles mais un mouvement d'ensemble contre le futur gouvernement. Ce ne sont pas des appels épars, mais la mise en mouvement des principales organisations syndicales... qui ne semblent pas pour l'instant dans cet état d'esprit. À nous de les y pousser !

### L'urgence de construire un parti pour les exploitésEs

Pour préparer cet affrontement, nous avons besoin d'une force politique pour nous représenter nous-mêmes, organiser notre camp social face aux patrons et aux possédants. Un parti de combat, ancré dans les luttes quotidiennes, qui n'a pas peur de s'en prendre à la propriété capitaliste, qui défende la rupture avec les institutions nationales et européennes. Un parti féministe, écologiste, internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de la société. Il y a urgence. L'écho de notre campagne est un point d'appui (au-delà du score). Nous avons tapé là où des millions de gens voulaient frapper : sur le FN, Fillon et Macron, pour défendre les intérêts des exploitésEs et des opprimésEs. Par notre souscription, dans les élections législatives, en proposant de militer avec nous, c'est ce combat que nous voulons continuer.

Philippe Poutou

## ALGÉRIE

# Législatives : abstention et climat de fin de règne

Avec un taux de participation officiel de 38,25 % (contre 43 % en 2012 et 35 % en 2007) lors des législatives du 4 mai, l'attitude des AlgérienEs qui tournent le dos aux enjeux électoraux se confirme et semble s'installer dans la durée.

Ceci dénote l'écart grandissant entre les dirigeants politiques au pouvoir et les représentants politiques des partis qui s'y opposent. Cette position s'explique par les fraudes répétées et récurrentes, des discours politiques ternes et sans perspectives, mais surtout sans de véritables alternances, ne serait ce qu'au niveau des forces sociales et politiques structurant le pouvoir. En effet, aujourd'hui encore le FLN, « le parti de l'État algérien » selon les propos de son secrétaire général,

arrive premier avec 164 sièges, dont 50 femmes, sur les 462 places de l'Assemblée populaire nationale. Même s'il a régressé de 57 sièges par rapport aux dernières élections et perd ainsi la majorité absolue, il reste celui qui occupe l'éternelle première place. Il est suivi de près par le deuxième parti présidentiel, le RND, avec 97 sièges, dont 32 femmes. Celui-ci gagne 27 sièges par rapport à 2012.

Les islamistes, fragmentés, ont réussi à se placer comme troisième force

politique dans une alliance autour du MSP, d'obédience Frères musulmans, loin des deux premiers, avec 33 sièges, dont 6 femmes. Il faut noter que la présence de femmes est liée à la loi électorale, qui oblige les partis à présenter un pourcentage de femmes et à occuper, le cas échéant, la deuxième place sur chaque liste. Parmi les perdants, surtout les démocrates, du FFS, du PT et du RCD, avec respectivement 14, 11 et 8 sièges chacun. Le premier perd 7 places, le deuxième cède 6, et le troisième n'avait pas d'élus dans la précédente assemblée.

### Passage en force des partis au pouvoir et de l'oligarchie

Au-delà de ces forces politiques qui structurent le paysage politique

algérien, une constellation de partis et d'indépendants totalisent une cinquantaine de députés, ce qui donne l'impression d'un équilibre et d'une représentation des diverses tendances de la société.

En réalité, nous assistons plutôt à une reconfiguration du rapport de forces en faveur du couple FLN-RND qui se réclame du programme présidentiel. Ils n'ont même pas besoin de forces d'appoint pour constituer leur domination sur le Parlement. Ce nouveau rapport de forces est aussi l'expression d'un passage en force d'une oligarchie de plus en plus présente dans l'espace social algérien. Si jusqu'à présent, celle-ci a acquis pignon sur rue au niveau médiatique, elle est aujourd'hui en quête d'une expression politique

# Un monde à changer

**DE MAO À MACRON...** Dans le *Monde* du 6 mai, Jean-Pierre Le Dantec insulte François Ruffin (directeur du journal *Fakir* et réalisateur de *Merci patron!*) en le mettant sur le même plan que Marine Le Pen. Ruffin avait osé écrire qu'il y a un fossé entre les classes populaires et Emmanuel Macron... Jean-Pierre Le Dantec, cela ne dira rien à beaucoup de gens, mais il a été, et il ne manque pas de le rappeler dans sa tribune, militant maoïste et directeur du journal *la Cause du peuple* interdit par le gouvernement. À ce titre, il a fait neuf mois de prison à la Santé en 1971. Il se targue de ce passé pour non seulement outrager Ruffin mais aussi déverser sa bile sur les révolutionnaires traités d'«aveugles», d'«imbéciles», d'«ignorants» ou de «politiciens pervers», «pour peu qu'ils aient dépassé l'adolescence»... Peu nous importerait le Le Dantec d'aujourd'hui si, pour mieux montrer sa conversion au libéralisme macronien, il n'adressait un autre reproche à Ruffin: «Je prends acte du fait que, avant même qu'aucune expérience de "flexisécurité" n'ait été tentée en France, vous

propagez, à son égard, une détestation préventive.» Ah bon, la flexibilité n'est pas le maître-mot de toutes les réformes du code du travail depuis la suppression de l'autorisation administrative des licenciements en 1986? Y ajouter «sécurité» est un simple moyen de faire passer la pilule. Le bilan de ces politiques complétées par les exonérations de cotisations sociales employeurs et sous Hollande par le CICE, ne se voit-il pas dans les chiffres du chômage, de la précarité (et dans les résultats du FN)? Et Macron s'appête à en rajouter par des ordonnances, contournant même le Parlement! C'est du concret: pas besoin d'être un révolutionnaire pour se rendre compte à qui profitent ces politiques! Notre camarade Alain Krivine (qui, lui aussi, a fréquenté la Santé mais n'a jamais partagé les illusions de Le Dantec sur Mao) a ironiquement titré son autobiographie *Ça te passera avec l'âge* (Flammarion, 2006). Ça ne lui est pas passé, à Le Dantec oui! Au point de raconter n'importe quoi, de Mao à Macron!

## SOUSCRIPTION DE PRINTEMPS

# Il n'y pas d'immunité financière!

Dans le sillage de notre campagne présidentielle, le NPA lance une nouvelle souscription. Des urnes législatives aux manifestations de rue en passant par le fonctionnement quotidien du NPA, l'argent reste le nerf de la guerre contre le capitalisme...

### De l'Élysée à l'Assemblée...

Nulle barrière bureaucratique à l'entrée des élections législatives, pas un parrainage n'est nécessaire pour se présenter dans une circonscription. Faussement libéral, ce scrutin n'est pas pour autant facile d'accès aux petites formations politiques. Il est même le plus discriminant et le plus déterminant car l'argent y joue brutalement son rôle, sélectif à l'entrée et reproductif en sortie. Sélection à l'entrée. Si l'élection présidentielle accorde une enveloppe de 800 000 euros à tout candidat pour ses frais de campagne ainsi que le remboursement du coût de son matériel officiel (profession de foi, bulletin de vote et affiche), les élections législatives n'accorde ce privilège qu'aux candidats atteignant les 5%. Là où nous pouvions donc mener une modeste mais réelle campagne présidentielle sans rien dépenser de nos deniers propres, une campagne législative à minima dans les 577 circonscriptions nous coûterait environ deux millions d'euros rien que pour un matériel officiel «low cost», auxquels devraient s'ajouter plusieurs centaines de milliers d'euros en frais de campagne...



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Reproduction en sortie. Un budget est alloué au financement des partis au titre de leur nombre de voix aux législatives et du nombre de leurs députés. Il représenterait environ 350 millions d'euros à répartir sur la législature 2012-2017. Passons les fastidieux calculs et retenez que les deux principaux partis (UMP et PS) y ont raflé presque les 2/3 de l'aide, soit 230 millions d'euros sur 5 ans. Pour rappel, le NPA n'a pas touché un seul centime d'aide publique sur la dernière législature.

On voit donc comment ce scrutin régit et reproduit le système des partis, et par là une bonne part du paysage politique.

### De l'Assemblée à la rue...

Ceci étant dit, soyons réalistes: le NPA ne peut pas aujourd'hui se présenter dans des centaines de circonscriptions. Cela dépasse de loin nos moyens financiers et organisationnels actuels. Il est néanmoins juste et nécessaire de se mobiliser pour que le NPA ne soit

pas absent de ce scrutin. D'abord, nous devons donner la possibilité aux électeurs de Philippe Poutou de réaffirmer leur choix. De manière cohérente et simultanée, nous devons donner la possibilité aux militants de profiter des élections législatives pour approfondir le travail politique accompli pendant l'élection présidentielle et mettre en mouvement les personnes ayant pris contact avec le NPA à la faveur de la campagne de Philippe Poutou. Mettre un bulletin dans l'urne, c'est bien. Militer, c'est mieux.

Voilà pourquoi nous lançons une souscription exceptionnelle en ce printemps électoral. Grâce à vos dons, notre projet anticapitaliste pourra vivre pendant, mais surtout au-delà de cette séquence électorale. Il y aura tant à faire contre l'arriviste Macron et la Bête le Pen: plus seulement dans les urnes, mais dans la rue, nos quartiers, nos entreprises, nos lieux d'études. Et pour cela, il faut aussi de l'argent. Car la santé financière du NPA ne tient qu'à un fil depuis plusieurs années. S'il n'y a pas d'immunité ouvrière, il n'y a pas non plus, loin s'en faut, d'immunité financière pour un petit parti anticapitaliste!

**Sylvain Madison**  
Pour verser à la souscription : <https://souscription.npa2009.org>

## Le chiffre

### Au moins 200 millions

C'est le nombre estimé de filles et de femmes ayant subi des mutilations génitales dans le monde. L'excision, qui a des conséquences délétères sur les femmes, concerne 30 pays (27 pays africains, plus le Yémen, l'Irak et l'Indonésie). Il n'existe pas de liens clairs et directs entre cette pratique et la religion. Ainsi, certains pays qui ont la même religion majoritaire que ces 30 pays (c'est-à-dire l'islam) ne la pratiquent pas... alors que dans ces 30 pays, l'excision est également pratiquée par des non-musulmans...



## Agenda

**Samedi 13 mai, rassemblement contre l'organisation des JO 2024, Paris.** À 15h, sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris.

**Dimanche 21 mai, mobilisation contre un GPII, Villepinte.** Plantations et manifestation contre l'urbanisation des terres agricoles du Triangle de Gonesse par le groupe Auchan. Rendez-vous à 10h à la gare «Parc des expositions» (ligne B du RER). Plus d'infos sur [www.nonaeuropacity.com](http://www.nonaeuropacity.com)

**Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 9<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil samedi 26 août à partir de 14h. Départ le jeudi 31 août après le petit-déjeuner.



## NO COMMENT

Des médias ont véhiculé l'idée que nous étions d'anciens nationalistes, de nouveaux nazis... On a donc demandé de retirer les panneaux car les électeurs pouvaient se poser des questions.

Le secrétaire du FN du Morbihan, BERTRAND IRAGNE, qui a obtenu du maire de Ploeren le retrait (le jour du second tour) d'une exposition portant sur le Vél d'Hiv et la Shoah, cela au nom de la «neutralité politique»... Depuis, l'exposition a été remise en place.

pour asseoir sa domination sur le pouvoir.

Le patronat algérien est en effet de plus en plus impliqué dans la vie politique du pays. Les élections législatives représentent une occasion pour ces hommes d'affaires d'asseoir un peu plus leur influence au plus haut niveau. Parmi les têtes de liste du Parti FLN à Tizi Ouzou, on retrouve le frère aîné du patron du Forum des chefs d'entreprise. On trouve aussi le patron du groupe Semoulerie industrielle de la Mitidja à la tête de la liste du RND à Blida, comme le patron du groupe Condor (électronique et électroménager) à la tête de la liste du RND à Bordj Bou Arreridj, ville des hauts plateaux, ou encore la nièce du patron milliardaire du groupe Cevital Issad Rebrab en tête de la liste du parti islamiste (TAJ) à Tunis. Et la liste est longue, avec des patrons

présents dans pratiquement toutes les listes des partis en course pour ces législatives.

Dans l'immédiat, il y a derrière ce nouveau rapport de forces un autre enjeu: la préparation de la présidentielle de 2019, sachant que cette présidence pourrait vite devenir vacante vu la maladie de Bouteflika. Le FLN et le RND s'assurent ainsi d'être les seuls à définir les règles du jeu de cette importante échéance.

### L'abstention, entre protestation et résignation

Cette offensive des partis du pouvoir et de l'oligarchie est facilitée, il faut le noter, par la grande abstention. Le sens que prend cette large abstention oscille entre une attitude de protestation passive et une résignation. Il y a dans cette sorte d'atonie l'effet de la situation internationale, une sorte de contre-modèle syrien ou



Des militants du FLN lors d'un meeting à Alger, le 28 avril dernier. DR

libyen, avec une peur du chaos qui pourrait s'installer. Pourtant, et en parallèle, il y a de nombreuses grèves et mouvements de contestation, mais sans traduction politique. C'est ce mouvement qu'a tenté de prolonger la liste du Parti socialiste des travailleurs (PST), par une expression politique sur un programme démocratique, anti-libéral et anti-impérialiste, conscient

qu'un changement politique ne se fait pas par une «élection à froid», et convaincu qu'une victoire électorale ne peut être que le produit d'une montée en puissance des mobilisations sociales.

Mais, contraints par la nouvelle loi qui obligent les partis n'ayant pas obtenu plus de 4% lors des élections précédentes à rassembler un certain nombre de signatures dans les 48 wilayas (départements) du pays, dépassés par les exigences financières et contraintes administratives qu'exige ce genre de travail, les militants du PST ont mené campagne et marqué leur présence dans la wilaya de Béjaïa. Ils se sont adressés à celles et ceux qui luttent et continuent à se battre, même s'ils savaient qu'ils nageaient à contre-courant d'une vague abstentionniste, y compris parmi les plus proches.  
**D'Alger, Nadir U Haddad**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication:**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Manu Bichindaritz

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## DROITE Sauver les meubles...



Baroin-Le Maire: qui veut gagner des Macron? DR

«Ainsi donc, l'imperdable a été perdu. L'impensable s'est imposé. L'impossible est advenu. (...) La droite, dont les idées et les valeurs n'ont jamais été aussi majoritaires dans les profondeurs du pays, cette droite à qui la victoire ne pouvait pas échapper a été, hier, sèchement éliminée», écrivait le Figaro au lendemain du premier tour de la présidentielle.

**A** lors que les législatives se profilent, Macron élu, la droite, incapable d'analyser le rejet dont elle a été l'objet, applique la méthode Coué pour se convaincre que cette majorité des profondeurs pourrait s'exprimer sur ses candidats. Elle ose à peine s'affirmer comme une opposition, laissant ce rôle à Le Pen. Il s'agit pour elle d'éviter l'implosion en maintenant un semblant d'unité sous la houlette de François Baroin.

Ainsi, le « chef de file du comité de campagne de la droite et du centre » tente d'élever la voix contre celles ou ceux qui seraient séduits par la victoire. « Si Bruno Le Maire, ou tout autre candidat, entre au gouvernement et s'il est candidat aux législatives », il aura face à lui « un candidat LR ou UDI ». De quoi trembler... alors que les Copé et autre NKM ne cachent pas leur sympathie voire leur attirance pour le vainqueur de la présidentielle.

Il s'agit de préserver « le compromis » de l'entre-deux-tours appelant à « voter contre Marine Le Pen », tout en précisant que l'abstention ne pouvait être un choix. Il n'est pas sûr que ce compromis tienne jusqu'aux législatives. On peut faire confiance à Macron pour appliquer les leçons de Sarkozy et pratiquer l'ouverture dès les premières nominations à son gouvernement. Les LR auront bien du mal à y résister. Et si Bernard Accoyer veut renvoyer la discussion à après les législatives, les scores électoraux auront décidé avant même que le débat ne s'engage. Entre les sirènes de Macron et les pressions du FN l'unité des LR aura bien du mal à résister et le compromis de façade à empêcher l'implosion, voire l'explosion.

### Droite extrême ou extrême droite ?

« Il y a de vraies différences sur lesquelles nous ne ferons pas l'économie d'une refondation », anticipe Xavier Bertrand, ancien secrétaire général de l'UMP, pressenti comme éventuel ministre. « La question de la ligne stratégique est déterminante. Si on ne pense plus que la droite et le centre doivent occuper une place centrale, on n'a plus de raison d'exister », indique-t-il. Certes, et c'est bien là la question pour LR.

À travers les législatives vont continuer à se mettre en place les forces qui définiront les cadres d'une éventuelle future alternance. La logique du système présidentiel va permettre à Macron d'avoir une très forte majorité voire une majorité absolue. Se dessineront aussi les contours de la nouvelle force de droite extrême ou d'extrême droite qui pourrait prétendre à être l'opposition parlementaire. Autour de qui ? De quel appareil ? Fillon est fini, Marine Le Pen est dans une position très incertaine, mais des ponts entre les deux se sont construits. Jusqu'où ?

Le jeu de massacre des ambitions et appétits politiques rivaux continue joyeusement son œuvre dans le petit monde institutionnel politique alors que, à l'opposé, le monde du travail s'engage dans un long travail pour regrouper ses forces.

Yvan Lemaître

## FRONT NATIONAL Échec à la Pyrrhus...

Jet d'œuf devant une usine de transport bretonne, puis exfiltration de la cathédrale de Reims: le sacre de Marine Le Pen (MLP) en fin de campagne n'a pas eu lieu. Pour les journalistes, tout aurait basculé dans le débat face à Macron, perdant sa posture de présidentiable, jusqu'à démoraliser ses troupes. Mais une élection ne se joue pas (que) sur les quatre derniers jours.

**E**n tout cas, le sérieux de son équipe a cédé le pas à une certaine fébrilité sur les réseaux sociaux: diffusion d'un faux SMS attribué à En marche appelant à tuer symboliquement MLP; rumeur selon laquelle Macron aurait été équipé d'une oreillette pendant le débat; relais des Macron leaks laissant entendre des révélations à venir... Un accroc dans la stratégie « mégrétiste » pour apparaître comme une femme d'État? En ne respectant pas la bienséance du débat de l'entre-deux-tours, MLP aurait « trumpisé » sa posture. Jean-Marie Le Pen y a vu, lui, un « match viril contre Macron, le tenant de tout l'établissement » et MLP s'est justifiée: « j'incarne l'irruption bienvenue du peuple dans le monde suranné de l'entre-soi des élites ».

### Le plafond est haut...

Marion Maréchal Le Pen estimait que plus de 40% des suffrages « seraient déjà une énorme victoire »... Avec 33,9% est-ce vraiment raté? Le FN rassemblait 5,5 millions de voix au deuxième tour en 2002, 700 000 de plus qu'au premier, mais était resté sous les 4 millions en 2007. En 2012, près de 6,5 millions de voix. Et en 2017, 7,6 millions au premier tour, puis 10,6. Difficile d'y voir une défaite, même si MLP plafonne. MLP a certes rassemblé plus que avec le vote Dupont-Aignan (1,7 millions, 2 avec Asselineau), mais pas franchement au-delà. Le grand écart de l'appel aux voix de Fillon et de Mélenchon n'a pas fonctionné, malgré le « terrible bilan Macron-Hollande ». Pourtant, sans jamais



oublier ses fondamentaux (islamisme, sécurité et immigration), MLP a multiplié les clin d'œil à La France insoumise, comme l'appel lancé lors du dernier meeting au « peuple qui jamais ne se soumettra au système entier coalisé derrière [Macron] ». Du point de vue de la droite, le flou autour de la sortie de l'euro a mis à mal le sérieux de son programme. Notons que le patronat a plus agité ce spectre que les menaces sur les droits démocratiques et surtout que l'avenir réservé aux immigrés si MLP était élue. Leur sort compte sûrement moins que les perspectives d'importations et d'exportations...

L'accord avec Dupont-Aignan est venu rassurer les courants, y compris au FN, qui ne font pas de la sortie de l'euro un préalable absolu. Un premier pas a été fait vers une alliance de gouvernement,

espérant qu'une partie de la droite s'y retrouve. Reste à transformer cet élan en alliance de « la seule véritable opposition crédible », que MLP a voulu incarner pendant la campagne et qu'elle a réaffirmé dans sa déclaration de « non-victoire » dimanche soir.

### Divergences et recomposition

MLP envisage même une recomposition politique sur le « clivage patriotes-mondialistes », où le changement de nom du parti ne sera que l'élément symbolique. Mais un symbole fort peut être difficile à faire passer. Le FN ne peut pas se couper de ceux qui placent le « combat civilisationnel » avant le débat sur l'économie et l'euro. D'ailleurs, on a peu commenté les soutiens venus de l'extrême droite, qui a, dans sa diversité, majoritairement appelé au vote pour MLP ou au « tout sauf

Macron », de Synthèse nationale<sup>1</sup> à l'Action française. Certes, il ne s'agit pas là d'une réserve de voix, mais le FN doit conserver son hégémonie à l'extrême droite et éviter que de trop nombreux dissidents renforcent ses franges, parfois hostiles, aujourd'hui groupusculaires et éclatées.

Si les divergences entre une ligne de droite identitaire et le « néo-chevènementisme » de Philippot débouchent sur une crise, ce sera après les législatives, en fonction des résultats et des postes accordés. D'autant qu'il faudra faire avec l'allié Dupont-Aignan. La première recomposition viendra à ce moment. Ce n'est pas une nouveauté: en 1986, le FN s'était ouvert à droite avec le FN-Rassemblement national. Les tensions peuvent aussi venir non de différences idéologiques mais des relations internes, en particulier autour de la « GUD-connexion » de MLP<sup>2</sup>. Si on y rajoute les diverses affaires judiciaires, l'ambiance va être bonne au FN...

Mais crise ou pas, attention à ne pas enterrer trop vite le FN et la dynamique qui le pousse. « Ma voix n'a été que l'écho de la violence sociale qui va exploser dans ce pays », avait revendiqué MLP après le débat du second tour. Gare à la couleur du drapeau qui mènera la révolte.

### Tanguy Redita

1 - Lire sur le blog de la commission anti-fasciste du NPA: <http://tantquillefaudra.org/actu/article/xe-journee-de-synthese-nationale>  
2 - Lire Gud is good pour Marine Le Pen: <http://tantquillefaudra.org/actu/article/gud-is-good-for-marine-le-pen>

## À LA GAUCHE DU PS

# La bataille des législatives se mène... avant les élections!

Alors que Jean-Luc Mélenchon se voit déjà en Premier ministre de cohabitation et assure « les gens » que « La France insoumise » peut remporter la majorité des sièges à l'Assemblée, les négociations font rage entre les diverses composantes à la gauche du PS...



La politique, une affaire de rapport de forces... DR

immédiat de l'utilisation de la photo de Jean-Luc Mélenchon ainsi que de tous les éléments graphiques appartenant à La France insoumise sur les matériels de campagne ». Des candidats communistes ont aussitôt réagi par l'humour (il en faut!): « Quitte à prendre un procès, je préfère que ce soit par Beyoncé », a ainsi déclaré Elsa Martin, candidate en Seine-et-Marne en mettant en ligne une affiche détournée la représentant soutenue par la chanteuse américaine...

### Faites vos jeux, rien ne va plus...

La direction du PCF juge l'attitude de Mélenchon bien arrogante voire humiliante... Mais tout comme par le passé elle a pu considérer de manière identique l'attitude des dirigeants socialistes... pour toujours finir par accepter leurs conditions. Il lui sera difficile de passer totalement outre les rapports de forces électoraux. L'enjeu est au moins pour lui de sauvegarder un groupe à l'Assemblée nationale. C'est pour cela qu'un accord pourrait encore

aboutir, à minima, sur une absence de candidatures concurrentes sur une cinquantaine de circonscriptions (dont celles de ses députés sortants pour le PCF).

Quant à La France insoumise, elle pourrait ainsi s'assurer « la gagne » sur une vingtaine de circonscriptions où les scores de Mélenchon ont été très élevés le 23 avril. On est loin de la « grande alliance antilibérale »...

Et ce n'est pas non plus avec EÉLV que La France insoumise va conclure la moindre alliance: « La France insoumise, ça n'est pas une entreprise à recycler. On est pour le recyclage du point de vue écologique, mais pas pour le recyclage en politique », a prévenu un de ses porte-parole, Alexis Corbière, en apprenant que Yannick Jadot, après avoir renoncé à se présenter à la présidentielle pour faire alliance avec Hamon... voulait signer un accord de désistement avec le parti de Mélenchon.

Vraiment, l'unité à la gauche du Parti socialiste pourtant bien mal en point n'est visiblement pas pour demain... **Marie-Hélène Duverger**

# PALESTINE Abbas et Hamas. Et pendant ce temps, la grève de la faim...

## Abbas à Washington : rien de nouveau sous le soleil

La visite de Mahmoud Abbas à Washington le 3 mai n'a pas fait grand bruit. Et pour cause... Les annonces faites par le président palestinien (dont le mandat est fini depuis 2009) et par Donald Trump ressemblent à une énième répétition de ce que l'on entend depuis plus de deux décennies. Tandis que Mahmoud Abbas condamnait l'occupation et signifiait son attachement à la paix, à la négociation et à la «solution à deux États», Trump faisait part de son intention de résoudre rapidement le «conflit» en agissant comme «facilitateur» entre les deux parties.

Rien de nouveau sous le soleil donc, et l'on ne pourra s'empêcher de souligner la vacuité de ce genre de rencontre et de déclaration, *a fortiori* lorsque l'on sait que dans le même temps Trump a nommé au poste d'ambassadeur des États-Unis en Israël David Friedman, un fervent partisan de la colonisation, et qu'il a assuré Benjamin Netanyahu, à la tête d'une coalition de droite et d'extrême droite dont les volontés de paix ne sont plus à prouver (!), de son plein soutien...

Sur le plan diplomatique, la farce se poursuit donc, et l'on pourrait, si la situation sur le terrain n'était pas aussi tragique, sourire aux déclarations d'Abbas qui a salué, entre autres, la «sagesse», le «courage» et la «grande capacité de négociation» de Trump.

## Le nouveau «document politique» du Hamas : une rupture?

Quelques jours avant la visite de courtoisie d'Abbas, le Hamas rendait public un nouveau «document politique» témoignant d'une

Nouveau «document politique» et nouvelle direction au Hamas, visite de Mahmoud Abbas à Washington, poursuite de la grève de la faim des prisonniers... L'actualité palestinienne a été chargée ces dernières semaines.



La grève de la faim continue, largement soutenue par le peuple palestinien. DR

considérable modération de ses positions, jusqu'alors exprimées dans sa charte de 1988. On peut ainsi y lire que le Hamas tout en poursuivant l'objectif de la libération de «toute la Palestine», considère l'établissement d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza, avec droit au retour pour les réfugiés, comme un projet représentant un «consensus national».

Autre élément notable : les référents antisémites de la charte de 1988 ont disparu, et le Hamas affirme être en conflit avec «le projet sioniste et non avec les juifs en raison de leur religion».

On notera également que le Hamas ne se présente plus comme la «branche palestinienne des Frères musulmans» mais comme «un mouvement palestinien national et islamique de résistance et de

libération», qu'il reconnaît la légitimité de l'OLP comme «cadre national» pour les Palestiniens, qui doit être «préservé» mais «reconstruit sur des bases démocratiques», et enfin que le mouvement, tout en soulignant la centralité de la résistance armée, prône la «diversification» des moyens de lutte.

Parallèlement, une nouvelle direction a été élue, avec Ismaïl Haniyeh, «Premier ministre» de Gaza, comme successeur de Khaled Mechaal à la tête du mouvement.

## Loin des rivalités, une grève de la faim historique

Loin d'être une rupture, ce nouveau «document politique» correspond davantage à une mise en conformité des textes avec l'évolution pragmatique du Hamas, amorcée il y a plus de 10 ans avec sa participation (et sa

victoire) aux élections législatives. La normalisation du mouvement se poursuit donc, non sans certains remous en interne, et l'on doit lire ce nouveau texte comme l'expression de sa quête de légitimité internationale alors qu'il est particulièrement isolé dans une bande de Gaza elle-même coupée du monde en raison du blocus maintenu. Il s'agit notamment, en retirant la référence aux Frères musulmans, de normaliser les relations avec le puissant voisin égyptien dont la détestation pour la confrérie n'est plus à démontrer. Il s'agit aussi de se poser en alternative «crédible» à un Mahmoud Abbas en bout de course, sans soutien dans la population et qui tente pourtant par tous les moyens de se poser en «seul représentant légitime» des Palestiniens, quitte à punir les partisans du Hamas, avec par exemple, fin avril, une baisse drastique des salaires des fonctionnaires dans la bande de Gaza.

Des rivalités qui ne servent guère la lutte nationale, à l'heure où une grève de la faim historique de 1500 prisonniers politiques entamée le 17 avril dernier, se poursuit sans que les deux principaux appareils palestiniens ne lui donnent le soutien, l'écho et la visibilité qu'elle mériterait. Notre solidarité va bien évidemment à ces prisonniers de toutes obédiences politiques et à une population qui, loin des rivalités entre appareils, se mobilise à leur côté.

Julien Salingue

## GRÈCE

# Fumée blanche, jours sombres

*Euklidis Tsakalotos, le ministre des Affaires économiques, a soupiré d'aise à la mi-semaine, après la conclusion d'un accord entre l'Union européenne et le gouvernement grec : «les négociations sont finies, on voit sortir une fumée blanche», en allusion à l'élection d'un nouveau pape.*

Dans son journal *Prin*, le NAR, principal groupe de la gauche révolutionnaire grecque et composante d'Antarsya, commente très justement : «fumée blanche, mais jours sombres pour les travailleurs!»

En effet, cet accord, qui doit être ratifié par le Parlement grec avant d'être approuvé en Eurogroupe, est une nouvelle catastrophe pour le peuple de Grèce. Cela sera décliné très concrètement lors de la discussion qui sera conclue par le vote du 17 mai. Pour rester dans les objectifs fixés par ses créanciers, la Grèce, qui a obtenu pour 2016 un excédent de 4,2%, doit obtenir 1,75% en 2017 et 3,5% en 2018, et cela ne peut être obtenu que par l'acceptation de 140 «actions» supplémentaires au détriment des intérêts populaires, correspondant à un montant de 3,8 milliards d'économies pour la période 2019-20!

Parmi celles-ci, une nouvelle baisse des retraites : après les baisses successives de presque 50% en moyenne depuis 2010

qui ont contribué à appauvrir davantage une population frappée par le chômage, la nouvelle baisse sera en moyenne de 9%, allant jusqu'à 18%. Les impôts augmenteront, touchant exclusivement les petits et moyens salaires, d'autant que le seuil des non-imposables passera de 8640 à 5680 euros annuels de rémunération. Les supermarchés et grands pôles commerciaux devront ouvrir 32 dimanches par an dans des zones considérées comme touristiques (Athènes, Thessalonique, bords de mer – innombrables en Grèce! – et autres endroits...). À ce propos, cela vaut la peine d'écouter le ministre de l'Économie Dimitri Papadimitriou, expliquant que le gouvernement était en désaccord avec cette mesure, mais que «Nous pouvons la voir comme une forme de modernisation, du fait que l'ouverture des magasins le dimanche est quelque chose d'autorisé dans la plupart des pays d'Europe et aux USA»...

## Divisions à gauche

C'est ce ton, entre cynisme et naïveté, qui régit le nouveau recul de ce gouvernement qui a déjà tellement déçu les secteurs populaires qui avaient cru à son discours radical. Le gouvernement explique que d'une part, les mesures sur les retraites ne toucheront «qu'un tiers» des retraités, que d'autre part, si l'économie se porte bien, les hausses d'impôt seront moindres que prévues. Ainsi, une personne touchant annuellement 10000 euros paie aujourd'hui 300 euros, et si tout va bien, il en paiera 750 en 2019 au lieu de 900! Tsipras se réjouit d'avoir pu faire revenir l'UE aux conventions collectives : en fait, cela sera décidé en fonction d'une prochaine évaluation, et à l'inverse, les licenciements viennent d'être facilités, se passant des actuelles autorisations administratives...

Les réactions politiques sont celles des Tartuffe de la droite et du Pasok qui veulent jouer la carte populiste... après avoir démantelé les couvertures sociales entre 2011 et 2015. Sans oublier le grand patronat qui utilise l'argument de l'asphyxie réelle des PME pour exiger moins d'impôts.

À gauche, la condamnation est évidemment ferme, mais au poids des défaites dans les luttes, des trahisons électorales, ainsi qu'à l'isolement européen, se rajoute l'absence d'unité! Le 1<sup>er</sup> mai, les cortèges étaient fournis... mais plus séparés que jamais : même chez Antarsya, une partie défilait à 2 km de l'autre. Il est évident que la question de l'unité d'action sera cruciale pour avancer, et il faut la construire pour réussir la grève appelée pour ce 17 mai.

D'Athènes, A. Sartzekis

# BRÉSIL La crise s'approfondit

Courant avril, la crise qui secoue le pays a franchi de nouvelles étapes...

Le 11 avril, «l'Opération Lava Jato», qui enquête sur la corruption liée à Petrobras, a changé de niveau : les accusations contre les dirigeants de la plus grande entreprise de construction du Brésil, Odebrecht, ont été rendues publiques. Il a été officiellement ouvert une enquête pour corruption sur 8 ministres du gouvernement Temer (y compris les plus proches du président), 24 sénateurs et 42 députés. Temer lui-même est écarté de l'enquête uniquement parce que la Constitution brésilienne dit que le président ne peut pas être jugé au cours de son mandat pour des actes antérieurs... Des dirigeants des principaux partis brésiliens (PMDB, PSD, PT) sont parmi les dénoncés, ainsi que 9 gouverneurs d'État...

Le gouvernement et le Parlement sont démobilisés, mais la mise en œuvre de «réformes» néolibérales est toujours d'actualité (actuellement celles de la sécurité sociale et des lois régissant le travail).

Le vendredi 28 avril, il y a enfin eu une première réponse des travailleurs à la hauteur des attaques : un appel unitaire à la grève générale



Les étudiantEs aussi dans la rue le 28 avril dernier. DR

par toutes les centrales syndicales et soutenu par plusieurs organisations populaires et par les partis de gauche, qui concernait quelques 40 millions de salariéEs.

Totalement ou en partie, la grève a arrêté le transport, les établissements d'enseignement et l'activité économique dans de nombreuses capitales et villes. Il y a eu un nombre incalculable de manifestations et de blocages de rues et de routes tout au long de la journée, à commencer par des initiatives pour soutenir la grève des conducteurs de bus et de métro. Le soutien à cette grève est allé au-delà de ce qu'on pouvait prévoir initialement, avec des déclarations venues de divers secteurs, en particulier des évêques et archevêques

de l'Église catholique et des méthodistes. Bien que les médias, surtout la télévision, aient ignoré le mouvement jusqu'au 28, dans les jours qui précédaient, c'était le sujet de discussion le plus abordé dans les lieux publics, les bus, les métros et les trains, ainsi que les boulangeries, les kiosques...

## Illégitime, impopulaire...

Deux aspects doivent être mis en évidence pour comprendre le succès de la grève. Le gouvernement illégitime a perdu la bataille de la communication sur sa proposition de «réforme» des retraites, cela malgré le soutien des médias. Des sondages indiquent que 71% de la population s'y oppose. Il est très

difficile de convaincre le peuple que «tout le monde doit faire plus de sacrifices»... quand le sommet du gouvernement et une grande partie des députés et sénateurs font l'objet d'enquêtes pour le vol de milliards de reais... Le deuxième aspect clé a été l'unité réalisée par le mouvement syndical et populaire. Même les centrales syndicales «pelegas» (jaunes), qui soutiennent généralement le gouvernement, ne pouvaient manquer de participer.

Le mois d'avril a pris fin avec la publication de sondages qui indiquent que seulement 4% de la population soutient le gouvernement : depuis que ce genre de sondages existe, il n'y a jamais eu un gouvernement aussi impopulaire au Brésil. En fait, si Temer ne tombe pas, c'est à cause de la lenteur des enquêtes de corruption, et surtout parce que les classes dirigeantes le soutiennent encore, et lui garantissent aussi le soutien de la majorité du Parlement. Mais elles ne peuvent pas garantir que la plupart des parlementaires, préoccupés par les prochaines élections, votent en faveur des «réformes» en cours. Du coup, le gouvernement a déjà dû modifier, en partie, le contenu de celles-ci et se contente maintenant d'en approuver les axes généraux. Ce mois de mai, les mobilisations des travailleurs et des secteurs populaires continuent. Il est en particulier prévu une «marche vers Brasilia» ce 24 mai. Avec peut-être une nouvelle grève générale en perspective.

De Sao Paulo, João Machado

# PARTI SOCIALISTE



## « FIN D'UNE HISTOIRE » ?

**T**ous les dirigeants socialistes, de Jean-Christophe Cambadélis à Manuel Valls en passant par Benoît Hamon, sont d'accord entre eux: le PS d'Épinay est mort. La déroute de l'élection présidentielle acte de la fin d'un cycle, la « fin d'une histoire ». Il parlent de refondation, de reconstruction. Mais ce n'est pas la première fois dans son histoire que le PS connaît une telle situation. Ce dossier a pour objectif de resituer les débats à venir de cette recomposition dans l'histoire du Parti socialiste en France.

## 1905: LA NAISSANCE DE LA SFIO

Le socialisme français ne s'est doté d'un parti unifié qu'en 1905, lorsque le congrès du Globe aboutit à la création de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Ce congrès d'unification résultait toutefois moins de la volonté des socialistes français de se doter d'un parti commun que de l'intervention de la II<sup>e</sup> Internationale qui avait décidé de contraindre ses différents groupes français à fusionner dans un parti unique.

### Un mouvement socialiste originellement très divisé

L'éclatement du mouvement socialiste était alors considéré comme la première cause de sa faiblesse puisqu'il faisait alors piètre figure à côté du puissant Parti social-démocrate allemand dont la fondation remontait à 1875. De fait, les socialistes français présentaient une forte hétérogénéité: le marxisme avait acquis une réelle hégémonie, mais il devait toutefois cohabiter avec d'autres traditions issues de l'anarchisme, du jacobinisme et du blanquisme. Surtout, il était divisé en de multiples chapelles plus ou moins sectaires, comme celles que dirigeaient Jules Guesde, Paul Brousse, Édouard Vaillant ou Jean Allemane.

Par ailleurs, le socialisme français se caractérisait par la forte opposition entre un mouvement proprement ouvrier, organisé dans le cadre des syndicats de métiers qui s'étaient regroupés en 1895 dans la Confédération générale du travail (CGT), et une fraction parlementaire pour l'essentiel issue de la bourgeoisie républicaine. Le socialisme français était largement dominé par les personnalités de politiciens bourgeois,



à l'exemple de Jean Jaurès, professeur de philosophie à la faculté des lettres de Toulouse puis député républicain, qui avait progressivement glissé vers le socialisme après avoir découvert l'ampleur de la misère ouvrière. Attachés à leur indépendance, certains de ces élus refusèrent d'adhérer au nouveau parti, à l'exemple de l'avocat franc-maçon Alexandre Millerand, qui après être lui aussi passé du radicalisme au socialisme, avait

poursuivi une brillante carrière parlementaire qui lui a ouvert en 1899 les portes du gouvernement...

### Prise de distance avec le mouvement ouvrier et insertion dans l'État

Les méfiances que pouvaient susciter ces politiciens bourgeois amenèrent les syndicalistes ouvriers à prendre leurs distances avec la SFIO, ce qui amena la CGT à adopter en 1906 la charte d'Amiens qui

affirmait sa totale indépendance envers le nouveau parti. À la différence des travaillistes anglais ou des sociaux-démocrates allemands, le parti français se construisit donc dans le cadre d'une totale séparation organique avec les syndicats, ce qui l'amena à cantonner l'essentiel dans son activité sur le terrain électoral et parlementaire. Par ailleurs, le caractère très républicain des socialistes français les conduisit à considérer que la République avait pour l'essentiel résolu les questions démocratiques dans leur pays. À la différence des partis proprement sociaux-démocrates, qui luttèrent à la fois pour l'émancipation sociale et démocratique, la SFIO ne mena donc pas un combat spécifique sur le champ politique, acceptant les institutions républicaines et y participant largement. De fait, si les jauressiens durent accepter en adhérant à la SFIO de ne plus participer aux gouvernements bourgeois, ils n'en continuèrent pas moins à soutenir ceux des députés socialistes qui, refusant de renoncer à une carrière ministérielle, quittèrent la SFIO pour fonder en 1911 le parti républicain-socialiste. **Laurent Ripart**

**Q**uarante années où ils sont passés d'une position de refus de principe à la direction du premier gouvernement de Front populaire, avec des républicains radicaux.

### Millerand, le poisson-pilote

En 1899, le débat fait rage lorsqu'un socialiste « indépendant », Millerand, accepte un ministère au sein du gouvernement Waldeck-Rousseau, un républicain bourgeois de centre droit, au côté de Galliffet, le massacreur de la Commune de Paris. Dans la SFIO, Jean Jaurès l'approuve, quand Jules Guesde et Édouard Vaillant le condamnent. Lors du congrès de 1900, la II<sup>e</sup> Internationale socialiste se prononce en principe contre le « ministérialisme »<sup>2</sup> avec une exception de taille: dans des « circonstances exceptionnelles », par exemple « l'hypothèse d'une guerre d'invasion ». Aussi, tous se précipiteront dans le gouvernement d'union nationale d'août 1914, face à l'« agression »: Jules Guesde et Marcel Sembat jusqu'en 1916, et Albert Thomas jusqu'en septembre 1917.

### Le soutien sans participation

Après la scission avec les communistes, la SFIO participe en 1924 au Cartel des gauches, avec des républicains et les radicaux-socialistes<sup>3</sup>, et soutient le gouvernement sans y participer. C'est alors que Léon Blum invente une distinction subtile entre la conquête et l'exercice du pouvoir. La conquête du pouvoir, c'est « la prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire de la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution ». L'exercice du pouvoir en régime capitaliste « n'a pas de caractère révolutionnaire ». Il « est la conséquence de l'action parlementaire elle-même, que vous pouvez être obligés d'accepter, de demander, de subir, du fait même que vous pratiquez l'action parlementaire ».

Lorsque Léon Blum, membre socialiste discutait pour s

En 1932, la SFIO soutient à nouveau le gouvernement du Cartel des gauches sans y participer tout en abandonnant le principe de non-participation. Elle fixe les conditions d'une participation, des revendications qui ne peuvent qu'être refusées par les radicaux-socialistes.

### Le Front populaire

Le Front populaire emporte les élections de mai 1936, soulevant d'énormes espérances, tout de suite refrénées. Léon Blum, constatant qu'il n'y a pas de majorité absolue socialiste ni même socialiste-communiste, affirme qu'il mènera non pas une expérience socialiste mais une politique sociale dans le cadre de l'économie de marché<sup>4</sup>. Il dira plus tard avoir pris le mouvement de grève générale<sup>5</sup> comme une gifle (« en plein visage »). Dès que la situation reprend un aspect « normal », le gouvernement fait évacuer les usines. En février 1937, Léon Blum déclare la pause: c'est la fin du Front populaire... Et les radicaux avec la droite reviennent sur une bonne partie des conquêtes de la grève générale.

### La Libération

Durant la Deuxième Guerre mondiale, c'est à nouveau l'union sacrée dans le Conseil national de la Résistance entre toutes les forces politiques de droite non collaborationnistes, la SFIO et le PCF. Le programme prévoit la nationalisation des grands moyens de production, des sources d'énergie, des assurances et des grandes banques et la création de la Sécurité sociale. La bourgeoisie

## LE CONGRÈS D'ÉPINAY

Dans l'histoire du mouvement socialiste, le congrès d'Épinay est la mesure où il permet de transformer la vieille SFIO à son profit, lui donnant la force d'entraînement nécessaire pour le p

### Une réponse à l'épuisement de la SFIO

Le congrès d'Épinay constituait l'aboutissement du processus de rénovation que la direction de la SFIO avait dû mettre en place après que son candidat Gaston Defferre avait obtenu le score de 5% à la présidentielle de 1969. Au-delà d'un ravalement de façade, qui permit le passage de la SFIO au PS ou encore du vieux logo aux trois flèches à celui à la rose au poing, le congrès d'Épinay se présentait aussi comme un congrès de fusion de l'essentiel de la gauche non communiste, la vieille SFIO ayant obtenu l'adhésion de quelques clubs et petits partis, parmi lesquels la Convention des institutions républicaines, un très modeste rassemblement de centre-gauche dirigé par François Mitterrand... Le congrès d'Épinay se voulait aussi une réponse à l'épuisement de la SFIO qui ne comptait plus à la fin des années 1960 que 70 000 militants. Déconsidérée par les guerres coloniales, par son

insertion dans la 5<sup>e</sup> République, mais aussi par son incapacité à saisir les nouvelles aspirations sociales, la SFIO ne pouvait survivre qu'en faisant peau neuve. Surtout, les nouvelles institutions de la 5<sup>e</sup> République lui imposaient de modifier profondément sa stratégie, puisque le scrutin majoritaire ne lui permettait plus de maintenir ses anciennes alliances avec un centre en voie de disparition, ne lui laissant d'autre choix qu'une alliance avec le PCF, ce qui n'était pas simple pour un parti profondément imprégné par l'atlantisme et l'anticommunisme.

### Grandes surenchères à gauche et petites manœuvres d'appareil

Surfant sur les aspirations issues de mai 1968, le congrès d'Épinay visait ainsi à donner un nouveau vernis idéologique à l'alliance opportuniste que les socialistes français étaient en réalité contraints de conclure avec le PCF. Dans ces conditions, les congressistes se livrèrent à

# PARTI DE GOUVERNEMENT, DE GESTION DU CAPITALISME

de la SFIO<sup>1</sup>, prend la présidence du Conseil en 1936, cela faisait quarante ans que les socialistes n'avaient pas eu le pouvoir dans le cadre du capitalisme...

## DISPERSION DE L'HÉRITAGE DU PS



CHARMAG

la 5<sup>e</sup> République. C'est seulement après l'élection du général de Gaulle à la présidence en janvier 1959, qu'elle connaît une longue évasion, jusqu'en 1981.

### La gauche gestionnaire du capitalisme

Il y avait encore à cette époque dans les textes socialistes quelques restes de son histoire ancienne. La déclaration de principes du PS de 1969 affirme que la « transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme de réformes corrigeant les effets du capitalisme. Il ne s'agit pas d'aménager un système, mais de lui en substituer un autre ». En 1990, il se présente encore comme « parti de transformation sociale »...

Aujourd'hui, c'est bien fini, même dans les textes qui n'ont aucune concrétisation pratique. En un siècle le PS est passé du refus formellement affiché de participer à un gouvernement à la gestion libérale de l'économie de marché. La culture de gouvernement, le réalisme imprègnent toute son activité. C'est le triomphe de la légitimité capitaliste : l'idée – même formelle – que l'on pouvait transformer la société a totalement disparu.

### Patrick Le Moal

- 1 – Section française de l'Internationale ouvrière, le Parti socialiste de l'époque
- 2 – Mitterrand sera exclu du Parti socialiste.
- 3 – Formation républicaine de la petite bourgeoisie, que l'on pourrait comparer aujourd'hui à des centristes de gauche.
- 4 – Avec le soutien des communistes.
- 5 – Qui imposera les 40 heures et les congés payés qui n'étaient pas dans le programme gouvernemental.

morts, des dizaines de blessés et pour finir, après avoir vaincu cette grève, le gouvernement licencie plus de 3000 grévistes! Malgré ses bons et loyaux services, le PS sera exclu du gouvernement quelques années.

### Le Front républicain

Le 1<sup>er</sup> février 1956, le gouvernement Guy Mollet, composé de ministres SFIO et radicaux, est investi avec le soutien du PCF. En quelques mois, il met en place la troisième semaine de congés payés, la Communauté économique européenne, et entérine l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Mais la guerre d'Algérie domine la situation. L'Assemblée accorde à une large majorité les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet avec les votes communistes contre la lutte de libération des Algériens. Suite au coup d'État de 1958, la SFIO entre au gouvernement de Gaulle et défend instauration de

# Y, UNE MUTATION EN JEU DE DUPE

Épinay (1971) constitue une césure essentielle dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est le début de souffle en un nouveau Parti socialiste (PS), propulsé en dix ans au pouvoir.



Mitterrand, période rupture avec le capitalisme... DR

une surenchère verbale afin de se poser en garants du caractère révolutionnaire et anticapitaliste du nouveau PS. La palme revint à François Mitterrand qui, pour mieux faire oublier qu'il n'avait jamais été socialiste, expliqua qu'entre réforme et révolution, il choisissait ce deuxième terme, avant de se prononcer pour « la

propriété collective des grands moyens de production, d'échange et de recherche », puis d'ajouter que « celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, ne peut être adhérent du parti socialiste »! Ce verbiage marxisant couvrait en pratique un pur jeu bureaucratique. Au-delà de l'opération

de communication, le congrès d'Épinay était destiné à permettre au vieux Guy Mollet, leader historique de la SFIO, de transmettre le flambeau à Alain Savary, l'héritier qu'il avait choisi. À la surprise générale, la route du pouvoir lui fut barrée par François Mitterrand qui, malgré sa quasi-absence de troupes, parvint à coaliser les mécontents de tout bord et, avec l'aide de Mauroy, Defferre et Chevènement, à mettre en minorité Alain Savary pour s'emparer du poste de premier secrétaire. L'opinion publique retint cependant du congrès d'Épinay que la création de ce nouveau parti socialiste, et l'annonce de sa prochaine alliance avec le PCF, la dotait d'un outil permettant à la gauche d'accéder au pouvoir. La signature en 1972 du « programme commun de gouvernement » entre le PS, le PCF et le Mouvement des radicaux de gauche, donna à cet espoir de transformation sociale une nouvelle crédibilité, qui permit à Mitterrand d'obtenir 49% des voix à la présidentielle de 1974 puis, après être passé devant le PCF à l'occasion des législatives de 1978, d'accéder enfin au pouvoir en 1981.

Laurent Ripart

# DE L'ÉLYSÉE AUX POUBELLES DE L'HISTOIRE?

Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République. Les classes populaires, écrasées par 23 années de droite, rêvent de changements...

Mais après une année de réformes, le PS au pouvoir applique, comme à chacun de ses passages au gouvernement, les diktats du libéralisme, s'intègre parfaitement dans les institutions antidémocratiques, abandonne son électorat et favorise la poussée du FN. Et après Jospin, le quinquennat Hollande précipite la décomposition du PS.

### La « parenthèse libérale » (Jospin) jamais refermée

Dès 1983, c'est recul et trahison : blocage des salaires, fin de leur indexation sur les prix, montée du chômage, creusement des inégalités, glorification de l'entreprise et du profit. Les récentes entreprises nationalisées créeront des bénéfices... avant d'être revendues. Les élections législatives perdues en 1986 puis en 1993 conduisent à la cohabitation avec la droite. C'est l'ère des grandes privatisations : Suez, Saint-Gobain, Havas, Paribas... Et celle des nouveaux reculs sociaux : 40 années de cotisations au lieu de 37,5 sont devenues nécessaires pour partir à la retraite dans le privé. Un nouvel impôt injuste est créé, la CSG, censée combler le « trou de la sécu ». Élu président en 1995, Chirac perd les législatives de 1997, et Jospin devient Premier ministre. Les salariés obtiennent quelques acquis dont les 35 heures, mais la période est surtout marquée, avec la complicité des ministres communistes, par de nouvelles privatisations : France Télécom, les assurances, les sociétés d'autoroute, La Poste, les ports, la SNCF...

### Régression sociale et État autoritaire

Après 10 années de collaboration avec la droite plutôt que d'opposition à celle-ci, le PS reprend le pouvoir en 2012. Hollande multiplie les attaques contre notre classe, culminant avec la loi travail, et accentue la dérive autoritaire de l'État, avec quatre lois sécuritaires et un état d'urgence bien utile pour enfermer les populations « dangereuses » et mater les résistances. Le PS au pouvoir se comporte toujours comme le gérant loyal du système capitaliste, « menant des politiques conservatrices que même les conservateurs eux-mêmes s'étaient refusé » (Serge Halimi).

### Une intégration réussie dans les institutions européennes et françaises

Mitterrand se disait « partagé entre la construction européenne et la justice sociale ». Une hésitation brève, car dès 1983 le franc retourne dans le giron du SME. Par la suite, tous les traités européens sont ratifiés. À l'Assemblée, ses députés transposent avec zèle les directives européennes de libéralisation des services publics, privatisant plus que la droite! En 2005, le PS fait campagne pour le Oui au Traité constitutionnel européen, se coupant un peu plus de la majorité des électeurs.

Aucun gouvernement socialiste n'a eu l'intention de changer la Constitution de 1958. Rien dans les programmes de Mitterrand et de Hollande ne vise à remettre en cause la nature du régime de la 5<sup>e</sup> République, le bonapartisme présidentiel, un « coup d'État permanent » dénoncé par Mitterrand... avant de devenir président! Les monarches socialistes non seulement n'ont pas supprimé les articles les plus réactionnaires de la Constitution, comme le 49.3, mais ils s'en sont servi et ont même renforcé le pouvoir de l'exécutif.

### L'abandon des classes populaires et la montée du FN

Mitterrand s'est maintenu au pouvoir pendant deux septennats en reniant le programme qui l'y avait conduit. Le creusement des inégalités, l'augmentation du nombre de chômeurs, le développement de la précarité et la gestion néocoloniale des quartiers populaires, vont gonfler les mécontentements. Le PS, parti institutionnel au service du système, se coupe de plus en plus des aspirations à l'égalité, à la justice sociale, à la démocratie réelle. Parti de gauche faisant une politique de droite, loin des réalités du plus grand nombre, il représente au même titre que la droite la caste honnie.

Tout cela va nourrir le vote FN : de 1,4% en 1981, il est déjà à 14,8% en 1988. Il accède au second tour de la présidentielle en 2002 à près de 18%, et arrive aujourd'hui à près de 34%...

### L'ordolibéralisme et l'éclatement du PS

Durcissement des lois antisociales jusqu'à la loi travail, refus d'entendre les centaines de milliers de manifestants contre cette loi ou les aspirations des Nuit debout, ce dernier quinquennat a brisé radicalement le lien entre le peuple de gauche et le Parti socialiste. Hollande et Valls ont mis encore davantage l'État au service des marchés. En supprimant des acquis et les moyens de défense des salariés. En développant leur division par un racisme d'État, le projet scandaleux sur la déchéance de nationalité en a été le summum. En sur-militarisant la police contre les jeunes issus de l'immigration, les pauvres, les étrangers et ceux et celles qui résistent. En tentant de casser nos solidarités... C'est toute la société qu'ils détruisent, pour le plus grand profit du système. Les conséquences en sont l'éclatement, l'agonie peut-être finale du PS, et l'arrivée au pouvoir d'un Macron, héritier de cette gauche de droite au service du capital.

Roseline Vachetta

46 ANS DE PROMESSES ENTERRÉES



CHARMAG

## MOBILISATION

## Les guides ne se laissent pas balader

Le 3 mai dernier, une scène inhabituelle attendait les touristes, désireux de visiter le Louvre, venus retrouver leur guide au point de ralliement habituel qu'est l'Arc du Carrousel situé à l'extrémité du Jardin des Tuileries: une trentaine d'entre eux, sur les quatre-vingts, que compte la société City Wonders sur Paris, étaient en grève et rassemblés pour faire connaître leurs revendications.

Elles et ils sont guides-conférenciers, une profession réglementée malmenée elle aussi par Macron, obligés de jongler entre différents employeurs et statuts, de plus en plus des travailleurs uberisés, sous statut d'autoentrepreneur ou d'artisan. Ils font bloc depuis plusieurs mois face à City Wonders, un opérateur de voyage qui organise des visites guidées, en France, en Italie ainsi qu'en Angleterre, et dont le siège social est situé, optimisation fiscale oblige, en Irlande...

Plusieurs d'entre eux ont beau avoir été déréférencés par la plateforme, qui avait même dépêché un huissier sur place pour les dissuader de manifester, suite à leur grogne, ces courageux guides, en dépit de leur atomisation, ont démontré, à travers leur auto-organisation, que la révolte est possible au pays d'Uber.



Le 3 mai dernier, la grève c'est pas du tourisme... DR

## Uberisés de tous les pays, unissez-vous!

Cette prise de conscience ne naît pas de rien et ira en grandissant. Elle repose sur un état de choses des plus simples: il y a, d'un côté, la majorité, ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et, de l'autre, une minorité qui vit du travail des autres. Et cette minorité, dans leur cas, non contente de réduire à presque rien leur protection sociale, veut en plus leur imposer un tarif à la baisse et les faire travailler pour partie gratuitement en les obligeant à se présenter une demi-heure avant chaque visite!

Soutenus par Danielle Simonnet, élue parisienne du PG, mais aussi par SUD Commerce et le SPGIC, un des nombreux syndicats de la profession quelque peu bousculé par la spontanéité de la base, et forts du retentissement médiatique de leur mouvement, les guides ont toutes les cartes en main pour se faire entendre.

LD

## ENGIE 1 900 suppressions de postes au compteur

## Restructuration tous azimuts

Il s'agit de la mise en œuvre d'un vaste plan de transformation et d'économies sur trois ans, avec l'objectif de devenir d'ici à 2018 le leader mondial de la transition énergétique. Cette réorganisation est basée sur une numérisation de ses activités et un recentrage sur les énergies renouvelables avec comme objectif 1,2 milliard d'économies. La CGT a calculé que 10 000 salariéEs dans le monde pourraient être touchés par le plan, sur un effectif global de 160 000 personnes.

Cela impose de supprimer des postes dans les activités de relation clientèle avec les particuliers (600) et les entreprises (200), avec un transfert d'activités vers des prestataires qui délocalisent dans des pays à faible coût de main-d'œuvre, en particulier au Maroc, à l'île Maurice ou au Portugal.

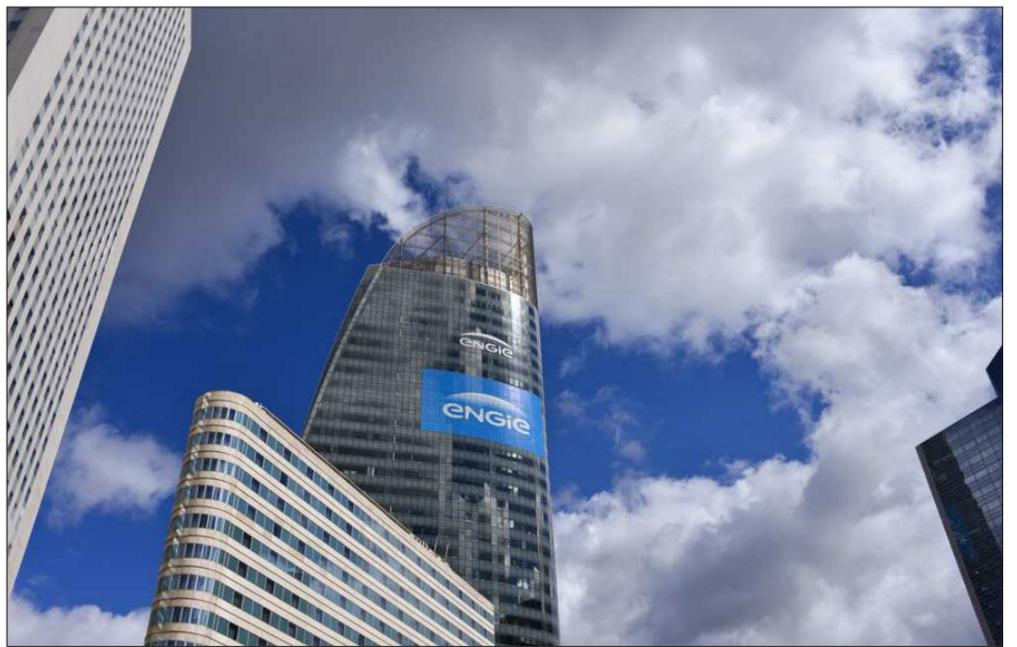
De plus, 120 postes disparaîtront dans l'exploration-production d'hydrocarbures, que le groupe cherche par ailleurs à céder, 200 dans les services informatiques, 100 dans le négoce et 80 dans le stockage de gaz assuré par sa filiale Storengy.

La direction du groupe annonce, elle, 312 suppressions de postes dans son siège français, en tenant compte de créations de postes envisagées.

## À la recherche de compromis

Selon les syndicats, des négociations sont déjà en cours sur les mesures d'accompagnement et la restructuration de ses fonctions support (RH, juridique, marketing, finances...). Pour la direction, « Cette évolution reposera sur le seul principe du volontariat et ne conduira à aucun licenciement »... Le plus gros des suppressions de postes sera réalisé via des départs volontaires, des mobilités internes et des retraites anticipées d'ici fin 2018 à hauteur de 416 salariéEs en France, 126 en Belgique, et 76 au

Engie, c'est anciennement GDF-Suez, groupe industriel énergétique français, concurrent d'EDF sur les marchés de l'énergie, le troisième plus grand groupe mondial dans le secteur... Son principal actionnaire est l'État français qui détient un tiers du capital. La direction a programmé 1900 suppressions de postes d'ici 2019 sur les 25 000 que compte la partie « énergie » du groupe en France.



La tête dans les nuages, et les pieds dans les suppressions de postes... DR

Royaume-Uni, où tout l'effectif sera impacté et la structure fermée. Parallèlement, 114 créations de postes sont prévues, essentiellement en France (104).

Le groupe table prioritairement sur « la mobilité interne et la formation » pour accompagner ces suppressions de postes, avec un budget formation pour le siège « multiplié par trois », ainsi que sur des départs en retraite anticipés qui pourraient concerner environ 250 salariéEs. Le plan de départs volontaires (PDV) qui sera ouvert « n'est pas un dispositif central », selon le directeur des ressources humaines.

Pour la CGT et la CFDT, ce PDV est une première dans cette entreprise historique des industries électriques et gazières (IEG). La

CFE-CGC, premier syndicat chez Engie SA, déclare être attentive au sort des salariéEs qui restent, « aux efforts de formation et d'adaptation » mis en œuvre. Pour la CFDT, il était « utile de remettre à plat » l'organisation du siège, mais il aurait fallu « ajuster les choses plus tôt » et plus progressivement « pouvoir maintenant faire les choses correctement » pour les salariés concernés...

La direction, qui se refuse à un chiffrage global des suppressions d'emplois, s'est engagée à ce qu'il n'y ait aucun licenciement: une grande partie des salariés concernés bénéficieront de la retraite anticipée, du transfert dans une autre entité ou des avantages liés au plan de départ volontaire ouvert jusqu'à fin février 2018 pour les salariés du siège. Les syndicats redoutent des départs contraints pour celles et ceux qui, à cette date, n'auraient pas choisi celui-ci.

## Attention, on va se fâcher!

Pour la CGT du groupe, jusqu'à présent, aucun agent du groupe

« ne risquait d'être poussé dehors. Nous allons non seulement perdre des compétences, car ceux qui voudront partir sont ceux qui auront trouvé un autre emploi chez un concurrent. Les autres vont subir une forte pression psychologique pour les forcer à quitter le groupe ». Et dans le cas où le plan de départ volontaire ne serait pas rempli, la CGT craint que « la nouvelle étape ne soit des licenciements secs ». Ce qui serait « inacceptable ». Pour l'instant, les syndicats passent dans les services pour analyser les conséquences de cette réorganisation sur les conditions de travail des agents et vérifier si la baisse d'activité correspond à la baisse d'effectifs. « S'il n'y a pas d'inflexion de la part de la direction, nous aviserons », prévient la CGT...

Dans cette entreprise, issue de l'historique EDF-GDF, dans laquelle le dialogue social était au cœur de la politique industrielle et sociale, la violence des attaques impose, plus que jamais, un changement de stratégie syndicale.

Robert Pelletier

## SERVAIR Les salariéEs refusent la mise au régime

Le mardi 2 mai, environ 450 salariéEs à l'appel de la CGT ont participé à un mouvement de grève chez Servair Roissy.

Servair, c'est la société chargée de préparer les plateaux repas à bord des avions. Auparavant filiale d'Air France, elle a été vendue cet automne au groupe suisse Gate Gourmet, leader mondial et lui-même propriété depuis avril 2016 du groupe chinois HNA. Ce groupe, construit à partir de la première compagnie privée chinoise Hunan Airlines, est un conglomérat en pleine expansion, qui multiplie les acquisitions



Mardi 2 mai, Serv'grév... DR

(25% des hôtels Hilton, 10% de la Deutsche Bank, Pierre et Vacances/Center Park, un très gros loueur d'avions...). En un an, près de 40 milliards d'acquisition, pour un groupe dont le chiffre d'affaires était de 30 milliards en 2015. Un groupe

dont les comptes sont très opaques, entre spéculation financière et soupçons de cavalerie financière, les achats finançant les suivants...

## Pas de trêve sociale!

La vente de 50% de Servair pour 240 millions d'euros

avait de quoi inquiéter les salariéEs, mais n'avait pas soulevé de mouvement social. Ce réveil des salariéEs de la Servair, motivé par une demande de conserver l'accès au droit à quatre billets d'avion pas chers – très important pour les salariéEs d'origine antillaise ou africaine – est de bon augure, en particulier en plein entre-deux-tours qui voit les conflits sociaux en augmentation.

De son côté, Air France voit l'ensemble des syndicats opposé à la création de la nouvelle compagnie filiale « Boost », nouveau faux nez d'une low-costisation des emplois, à commencer par ceux des hôtes et stewards (niveau d'embauche 1200 euros...).

Correspondant

## DELIVEROO

## Les forçats du bitume relèvent la tête

**Entretien.** Vous les croisez régulièrement juchés sur leurs vélos avec leur container sanglé sur le dos, mais leur présence en tête de récentes manifestations parisiennes, comme celle du « Premier tour social » et du 1<sup>er</sup> Mai, brandissant des drapeaux noirs à l'effigie de la compagnie, a de quoi surprendre: ce sont les livreurs de Deliveroo et compagnie qui se sont réunis dans le CLAP (Collectif des livreurs autonomes de Paris). Nous avons demandé à Étienne<sup>1</sup> de nous en dire davantage.

Peux-tu nous dire en quoi consiste votre travail, votre statut et les difficultés rencontrées?

Notre travail est simple: un client passe commande sur une plateforme (Deliveroo, Foodora etc.), et nous nous chargeons

# MINISTÈRE DU TRAVAIL Service public en danger, travailleurEs moins protégés!

**A**u niveau national, les effectifs du ministère ont baissé de près de 20% (- 1843 postes) en 10 ans. Tous les services sont touchés par la multiplication des postes vacants et des situations de surcharge de travail. Très concrètement, cela signifie par exemple pour les usagers qu'il est de plus en plus difficile d'obtenir un rendez-vous avec le service de renseignements en droit du travail de son département. Ainsi, dans le 93, il y a seulement 8 agents pour renseigner les 506 000 salariéEs du département. De plus, partout en France, des sites de proximité ferment ou sont menacés de fermeture. C'est le cas notamment des sites de Maubeuge et Cambrai. Bref, avec moins d'agents, le résultat c'est forcément moins de service public et des salariéEs moins protégés.

Ce « plan social » continue dans toute la France. Au mois d'avril, ça a été le tour de la direction d'Île-de-France d'annoncer à ses agents la suppression de 49 postes supplémentaires en 2017, soit encore 10% des effectifs de contrôle au niveau régional. Face aux suppressions de poste, une mobilisation nationale est en cours de construction. Une intersyndicale très large, allant de la CFDT à la CNT, a vu le jour. Un peu partout, les agents du ministère se mobilisent pour faire connaître la situation dramatique de leurs services.

## À Pontoise (95), faire barrage aux suppressions de postes!

Mardi 2 mai, l'ambiance était militante et animée devant l'Unité départementale du Val-d'Oise! « On n'est pas encore résignés, ici, malgré les attaques de plus en plus féroces contre le corps de l'inspection du travail! Nos services sont en réorganisation permanente depuis la réforme du "Ministère fort" en 2014 qui a conduit à la suppression de 10% de nos effectifs en à peine 3 ans », affirme une inspectrice, qui tient encore « debout! ». Une cinquantaine d'agentEs, des services de l'inspection, des renseignements, de l'emploi, étaient rassemblés devant la DIRECCTE du 95, pour protester contre l'annonce du nouveau plan de suppressions de postes. Ce matin-là, c'est à la petite buvette installée pour l'occasion que les agents ont donc accueilli les usagers qui se rendaient dans les locaux de l'inspection du travail. Des silhouettes en PVC noir étaient disposées sur les marches qui mènent de la rue au parvis de la DIRECCTE, symbolisant les 16 postes supprimés ces 6 dernières années au sein d'une unité qui ne compte désormais plus que 108 fonctionnaires pour tout le département. « Moins d'agents publics, c'est moins de service public et c'est bientôt plus personne pour vous renseigner sur vos droits et faire appliquer le code du travail par les entreprises », explique un agent à un salarié d'Argenteuil. L'intersyndicale CGT-SUD-FSU locale diffuse ses tracts pour la défense du service public.

*En 2017, la politique de casse du service public rendu par les agents du ministère du Travail continue. Mais une mobilisation contre les suppressions de postes démarre avec des actions locales un peu partout en France, comme à Pontoise la semaine dernière.*

Elle compte continuer à mobiliser le maximum de collègues, dans ce contexte où le candidat à la présidentielle (désormais élu président) assure qu'il compte avoir recours aux ordonnances, comme pour sa réforme du droit du travail, pour faire adopter au Parlement sa proposition de « droit à l'erreur » en faveur des entreprises, face aux contrôles de l'inspection du travail... « Après les postes, ce sont les missions des agents de contrôle qui sont directement menacées », confie une agente syndiquée à la CGT.

Partout en France, les agentEs du ministère du Travail préparent également des actions et rassemblements devant leurs locaux, en ce mois de mai qui s'annonce sportif. L'intersyndicale nationale appelle à une journée d'actions décentralisées partout en France le 18 mai. Ce sera le premier jalon d'une lutte qui devra nécessairement s'amplifier et se joindre à celles d'autres services publics et d'autres secteurs, tous concernés par l'intensification du travail et les plans de licenciements. **Comité inspection du travail Île-de-France**

## HÔPITAL Foutage de gueule de Touraine envers les infirmières

*Quelques jours avant son départ, la ministre de la Santé a daigné accorder à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 à des infirmières de nuit une augmentation... de 1,50 euro pour 10 heures de travail, soit de 15 centimes de l'heure!*

**P**our bénéficier de cette aumône, « il faut alterner des horaires de jour et de nuit et être exposé à des rythmes de travail contraignants ». Les infirmières affectées dans des services d'urgence, de soins intensifs, de surveillance continue ou de réanimation sont les seules concernées, leurs collègues travaillant dans d'autres services et pourtant soumises aux mêmes contraintes (être constamment sollicitée, procéder à des soins les plus divers, ne pas dormir...) n'en bénéficient pas. Par contre, les médecins libéraux sont bien mieux soignés par le gouvernement qui a agréé l'accord entre leurs syndicats et la Sécurité sociale. Depuis ce 1<sup>er</sup> mai également, les généralistes du secteur 1, et ceux du secteur aux honoraires libres, mais qui se sont engagés à les « maîtriser », bénéficient d'une revalorisation de leurs tarifs. La consultation « simple » est passée de 23 à 25 euros, et les



Infirmières en colère, dans la manifestation du secteur santé du 7 mars dernier. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

« complexes » coûtent désormais de 26 à 60 euros. Leur gain supplémentaire sera en moyenne de 16 000 euros.

### « Privilégiés économiques »

Le seul de la profession, le Syndicat de la médecine générale (SMG) « ne partage pas la liesse syndicale et corporatiste concernant l'augmentation du montant de la consultation ». Il souligne « que c'est le patient qui paie, sans amélioration de la qualité des soins » et indique « qu'avec un revenu

de 6 835 euros net par mois en moyenne, les généralistes restent des privilégiés économiques, sans commune mesure avec les revenus des infirmierEs, aides-soignantEs ou auxiliaires de vie ». Il écrit aussi qu'« il y a urgence à l'organisation d'un débat démocratique sur le mode et le montant de la rémunération de tous les soignantEs et plus largement sur l'organisation de la solidarité dans le domaine de la santé »... Un constat que partage pleinement le NPA. **S. Bernard**

## AÉRIEN

### Justice européenne: jackpot pour Ryanair?



Les bons comptes de Ryanair font les bons amis européens. DR

*Ryanair va réclamer 15 millions d'euros à la France. La raison? Dans un arrêt rendu le 27 avril, concernant la société allemande A-ROSA Flus Schiff, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a ouvert une nouvelle brèche en faveur du dumping social..*

**L**e « modèle » du transporteur aérien low-cost consistait à exploiter à fond le régime juridique du détachement transnational pour baser ses salariés à Marseille... tout en les affiliant à la sécurité sociale irlandaise, où les cotisations – et les garanties – sont inférieures.

Un modèle douteux qui était en fait une vraie fraude, reconnue comme telle par les tribunaux français en 2013 et 2014.

Ceux-ci ont condamné Ryanair pour travail dissimulé avec obligation de compenser le préjudice pour la Sécurité sociale et l'assurance chômage. En effet, dès lors qu'une entreprise exerce une activité stable, continue et permanente dans un pays donné, elle ne peut plus avoir recours au régime du détachement: elle doit y immatriculer un établissement, y déclarer ses salariés et y payer les cotisations sociales.

### Abrogation du régime du détachement!

De la même façon, A-ROSA, spécialisée dans les croisières, avait employé sous contrat suisse 91 salariés sur des navires postés de façon permanente sur la Saône et le Rhône. L'URSSAF avait donc estimé que ces travailleurs devaient être rattachés à la Sécurité sociale française. Mais la CJUE ne l'entend pas de cette oreille. Pour elle, l'URSSAF ne pouvait remettre en cause la validité des certificats d'immatriculation à la sécurité sociale émis par la Suisse sans en référer d'abord à ses homologues.

Les avis sur la portée future de l'arrêt A-ROSA divergent, et de nouvelles péripéties juridiques sont probables. Mais pendant ce temps, la direction de Ryanair exulte et se fend d'un communiqué pour annoncer que « la Sécurité sociale française a agi illégalement au cours des 10 dernières années » et qu'elle réclame à la France le reversement de toutes les cotisations qu'elle a été condamnée à payer. Une preuve supplémentaire que les institutions de l'Union européenne ont leur agenda propre, et peuvent pousser la destruction des droits des salariés plus loin que ne l'a souhaité tel ou tel de ses membres. Et une raison de plus pour les travailleurs de toute l'Europe d'imposer l'abrogation du régime du détachement qui ne profite qu'à leurs patrons.

Un même patron, un même contrat, les mêmes droits! **Comité inspection du travail Île-de-France**

d'aller au restaurant ou au magasin et de la lui ramener. Nous ne nous occupons même pas du paiement.

Là où tout se complique, c'est pour le statut. Nous ne sommes pas salariés mais auto-entrepreneurs. Tous les coursiers que vous croisez ont à leur nom une entreprise et sont officiellement des partenaires des plateformes et non des employéEs. Nous sommes donc taxés par l'État, n'avons pas droit à des congés payés ou même à des congés maladie, et il nous arrive de gagner moins que le SMIC... Nous avons perdu d'un coup tout ce que les travailleurs avaient obtenu par leurs luttes.

De plus, certaines plateformes jouent avec notre rémunération. Les primes de pluie disparaissent, les minimums garantis aussi. Ce qui veut dire que s'il n'y a pas de commande, nous ne sommes pas payés! C'est le retour du travail à la tâche. Ajoutez à cela que les plateformes nous obligent à

porter leurs couleurs tout en répétant dans la presse que nous sommes totalement indépendants, qu'elles vivent à tour de bras ceux qui osent se plaindre et poussent à la concurrence entre les livreurs, et vous comprenez qu'il était grand temps que l'on s'organise.

### Comment est né le CLAP? Quels sont vos rapports avec les syndicats?

Pour faire court, il y a eu une tentative de grève nationale le 15 mars dernier à l'appel de groupes de livreurs lyonnais. Malheureusement, sur Paris le rassemblement fut un échec. Les coursiers se sont dispersés sans que rien de concret ne se décide. Avec d'autres collègues, nous en avons tiré la conclusion qu'il nous fallait un cadre d'organisation, c'est comme ça qu'est né le CLAP.

Au sein du CLAP, certains membres sont à la CGT et d'autres chez SUD. C'est pour

moi une nécessité de se syndiquer, afin de pouvoir profiter du réseau, de la structure du syndicat, mais surtout dans le but de se protéger. Car comme je l'ai dit, les plateformes n'hésitent pas à virer les fortes têtes. Deliveroo y réfléchira à deux fois avant de virer un livreur syndiqué. Cependant, nous voulons aussi permettre à ceux qui le souhaitent de se mobiliser sans forcément prendre une carte. Le CLAP le permet en plus de nous donner la possibilité d'avoir une voix commune entre la CGT et SUD.

### Votre participation aux manifestations a été remarquée. Quelles sont vos prochaines actions?

Pour le moment, notre but était de faire parler de nous et d'envoyer un signal aux plateformes, mais aussi aux autres travailleurs qui parfois nous considèrent comme des traîtres provoquant la destruction du

code du travail. Avec le CLAP, nous apportons une critique de l'ubérisation si chère à notre nouveau Président.

Maintenant qu'on nous connaît, nous allons pouvoir passer aux choses sérieuses. Nous ne pouvons pas nous en dire plus mais il est possible que certaines actions en justice se fassent, et surtout nous préparons une campagne qui pourrait s'inspirer de la récente grève des Deliveroo à Marseille... En plus de ça, nous organiserons aussi des formations pour les coursiers qui le souhaitent mais également des activités autour du vélo afin de construire une réelle solidarité entre livreurs.

### Propos recueillis par LD

1 – Le prénom a été changé...

Pour contacter le CLAP: [https://www.facebook.com/clap75/@\\_CLAP75](https://www.facebook.com/clap75/@_CLAP75)

### DES BIKERS DE DELIVEROO VIRÉS PAR SIMPLE DÉCONNECTION



## Les comités en action!

**Guingamp (22) Immunité ouvrière pour Gaël, Yoan, Lomig et Kaou.** Samedi 6 mai, un rassemblement a réuni 200 personnes pour protester contre les poursuites judiciaires contre quatre militants opposés à la loi travail. Pendant le conflit de l'année passée, des manifestants regroupés sous «l'appel de Plouaret», collectif issu de Nuit debout Lannion et de Breizhistance, ont arrêté des trains en gare de Plouaret, principalement les jours correspondant aux appels à manifester contre la loi travail. Poursuivis par la SNCF, quatre d'entre eux sont finalement cités devant le tribunal correctionnel de Guingamp, et comparaitront ce vendredi 12 mai. Ils seront défendus par maître Larzul du barreau de Rennes et ne s'exprimeront qu'en breton... Les peines encourues laissent songeur: 45 000 euros d'amende et 3 ans d'emprisonnement pour «entrave à la mise en marche ou à la circulation d'un train». D'autant que le dossier à charge est vide... Un collectif de soutien large regroupe des individus, partis, organisations et des syndicats, tous opposés à la loi travail. Rendez-vous est donné ce vendredi 12 mai à 8h30 devant le tribunal de Guingamp. Le comité NPA de Lannion-Guingamp-Bégard participe au collectif de soutien et appellent à manifester. Nous exigeons la relaxe des quatre militants poursuivis... et l'immunité ouvrière pour tous! Face au capital et à l'immunité parlementaire de ses affidés, imposons la non-criminalisation des actions syndicales et revendicatives.



DR

**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°86 toujours disponible



**Vous pouvez vous le procurer** en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.  
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

**E**n effet, la confusion est complète dans ces élections. Macron va tenter de construire une majorité présidentielle en ramassant les secteurs les plus arrivistes des Républicains et du Parti socialiste. Ainsi Manuel Valls quémende une circonscription, et il se murmure que le futur Premier ministre pourrait être issu du parti de Fillon et Sarkozy. La France insoumise de Mélenchon tente d'étouffer le Parti communiste, sans ambition réelle de rassembler la gauche qui ne s'est pas vendue à Macron, ce qui peut paraître bien absurde si on ne comprend pas que la préoccupation de Mélenchon est bien plus d'arriver aux affaires que de reconstruire la gauche. Le Parti socialiste va essayer de survivre dans ce contexte, tandis que LR et le FN entrent en concurrence pour gérer l'espace à droite de Macron. Au niveau local, les relations sont d'ailleurs exécrables entre le PS, le PCF et les partisans de Mélenchon. On peut ainsi constater à quel point pour les partis institutionnels, la soif d'obtenir des éluEs et des subventions publiques (les élections aux législatives ouvrent le droit au financement des partis politiques, et des sommes considérables sont en jeu) passe avant les enjeux pour le mouvement ouvrier.

### Une opposition radicale à Macron

Le premier objectif de notre campagne sera donc de populariser la nécessité d'une opposition au gouvernement Macron, de le combattre dès sa prise de fonction, sans attendre ni les législatives ni la rentrée de septembre. Tout cela sans minimiser le danger que représentera le FN dans cette élection. S'appuyant sur son score historique à la présidentielle, celui-ci voudra en effet se renforcer et conquérir un groupe parlementaire lui permettant de diffuser ses idées nauséabondes.

# Assurer la présence du NPA aux législatives

*Le Conseil politique national a décidé que le NPA se présenterait dans un nombre limité de circonscriptions aux élections législatives en continuité avec la campagne Poutou. Un objectif difficile mais qui a un grand intérêt dans la situation politique actuelle.*



Après la campagne présidentielle, des Poutou dans toute la France? PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Le second objectif sera de creuser le sillon initié par la campagne Poutou à la présidentielle. Il s'agira de présenter des dizaines de «petits Poutou»: des travailleurEs, des militantEs du mouvement social, qui peuvent porter la voix des mobilisations et les intérêts des exploités et des opprimés dans cette élection, afin que celle-ci ne se résume pas à une bataille entre courant politiques institutionnels établis. Car contrairement à ce que prétend Macron, cette élection sera bien une opération de recyclage pour un personnel politique, à commencer par Manuel Valls, qui a

maintes fois prouvé son allégeance aux classes dominantes.

### Une campagne militante

Ainsi, nous allons présenter des cheminotEs, des agents hospitalierEs, des ouvrierEs, des petitEs employéEs ou petitEs fonctionnaires dans une petite centaine de circonscriptions. Ce ne sont pas des professionnels de la politique, ce seront des militantEs qui veulent changer le rapport de forces entre les classes et renverser le capitalisme. Pour nous, ce sera aussi le moyen de continuer la campagne militante de ces derniers mois,

de proposer à celles et ceux qui ont soutenu Philippe Poutou de continuer à militer avec nous.

La première étape à franchir est celle de la souscription (voir article en page 3). En effet, notre organisation, qui ne vit que des cotisations des militantEs et des dons des sympathisantEs, va avoir besoin de récolter autour de 200 000 euros dans les prochains jours pour être présente.

Nous avons également décidé de rencontrer Lutte ouvrière. En effet, dans les élections législatives, il est encore plus difficile d'exister que dans la présidentielle, dans laquelle les candidatures ont plus de visibilité. Une répartition des circonscriptions entre nos organisations permettrait de ne pas entrer en concurrence, alors qu'à une échelle de masse, nos discours sont souvent perçus comme proches. Une première réunion a donc eu lieu vendredi dernier (voir article ci-dessous).

C'est tout cela que nous voulons porter dans les urnes dimanche 11 juin, sans illusion sur le résultat mais avec la volonté de maintenir la sympathie suscitée par la campagne Poutou. Le fait que ceux qui ont apprécié la campagne Poutou puisse voter pour son parti, le NPA, dans un certain nombre de circonscriptions, y contribuera. **Antoine Larrache**

## Rencontre

# Le NPA reprend langue avec Lutte ouvrière

*Vendredi 5 mai, le NPA a rencontré Lutte ouvrière, afin notamment de leur proposer un accord de répartition pour les élections législatives.*

**L**e Comité politique nationale (CPN) des 29 et 30 avril a voté une motion législative à plus de 71% qui met en position le NPA de pouvoir se présenter: «dans un nombre limité de circonscriptions, en continuité politique avec la campagne Poutou, et les décisions de la conférence nationale du congrès.» Une souscription est lancée dès maintenant en soutien à l'activité du NPA, l'objectif étant de récolter dans un premier temps 200 000 euros (voir articles en page 3 et ci-dessus).

### Législatives: proposition de répartition et appel au vote

Cette même motion propose, dans la continuité de la campagne Poutou qui a refusé d'opposer la candidature du NPA à celle de LO, de rendre visible lors des législatives cette complémentarité. Voilà pourquoi une proposition de rencontre a été

LO dans le cortège parisien du 1<sup>er</sup> Mai. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

faite à LO, pour leur proposer: «une répartition des circonscriptions». Cette proposition de répartition pour les élections législatives ne s'adresse qu'à Lutte ouvrière, respectant en cela les textes majoritairement votés à notre dernier congrès dont la motion des élections dite motion A<sup>1</sup>. Dans ce cadre, chacune des organisations financerait bien entendu ses propres candidatures.

Par ailleurs, sans que cela soit subordonné à une réponse favorable de LO à l'accord de répartition que nous faisons pour les législatives, le NPA a pris comme position dans une seconde motion adoptée au CPN à

plus de 51% d'appeler nationalement quoiqu'il arrive à voter pour les candidatures de Lutte ouvrière partout où le NPA ne sera pas présent. C'est la deuxième fois depuis sa fondation que le NPA appellera à voter LO. La première fois, ce fut lors des régionales de 2015, le CPN ayant à l'époque adopté une déclaration politique en ce sens<sup>2</sup>.

### Des débats à prolonger

Une rencontre a donc eu lieu entre deux délégations du NPA et de LO vendredi dernier dans les locaux du NPA. Ce fut l'occasion de présenter ces propositions aux camarades

de LO, mais aussi de discuter de la situation politique et du rôle des révolutionnaires dans la période qui s'ouvre.

Les deux délégations convenaient de l'importance et l'utilité par ces temps de montée des idées réactionnaires et d'extrême droite de devoir approfondir et confronter nos analyses, mais aussi d'être capable d'agir et de répondre conjointement.

La prochaine fête de LO sera une occasion de pouvoir le faire, avec notamment le débat NPA-LO qui aura lieu dimanche 4 juin. Mais nous avons aussi toutes et tous convenu de l'utilité d'ouvrir d'autres espaces de débat entre nos deux organisations, notamment concernant le FN et comment le combattre.

En ce qui concerne notre proposition d'accord de répartition pour les élections législatives, la délégation de LO a dit qu'elle la prenait très au sérieux et qu'elle serait débattue au sein de leur direction. Une prochaine rencontre est fixée pour ce vendredi 12 mai.

### Pedro Cine

1 - <https://npa2009.org/agir/motions-elections-3e-congres>

2 - <https://npa2009.org/communiquer/elections-regionales-le-npa-appelle-voter-lutte-ouvriere>

**BD**

# Le coup de Prague, scénario de Jean-Luc Fromental et dessin de Miles Hyman

Aire libre, 2017, 18 euros

Une ville livrée à tous les trafics pour survivre. Graham Greene, le génial écrivain mythomane, y situe le scénario d'un film en construction, *Le troisième homme*. Pour mieux nourrir son scénario, Graham Greene demanda à se rendre à Vienne en février 1948. Son producteur, Alex Korda, lui obtint tous les laissez-passer pour se rendre dans l'ensemble des zones de Vienne. Cette BD commence donc par l'arrivée de Greene à Vienne, où il est accueilli par Elizabeth Montagu, une assistante de Korda, qui va être la narratrice de ces quelques semaines d'un récit crépusculaire, où mensonges et trahisons deviendront le menu quotidien du séjour. Graham a travaillé pour le MI6 pendant la guerre sous les ordres de Kim Philby, tandis qu'Elizabeth était un agent de l'OSS (Office of Strategic Services) américain. Graham est déjà un grand écrivain tandis qu'Elizabeth, ancienne actrice de théâtre, est devenue scénariste. Graham est-il vraiment à Vienne pour le cinéma, et Elizabeth a-t-elle vraiment rompu avec l'OSS? Les agents russes qui pullulent à Vienne en doutent et interviennent à plusieurs reprises tandis que rentre en scène l'ancien patron espion d'Elizabeth. Vienne, nid d'espions et d'agents doubles. Pendant ce temps, à Prague, les Russes éliminent les unes après les autres les fractions démocratiques de la résistance et prépare le « Coup de Prague »... On meurt également beaucoup à Vienne: la ville de Freud et de Mozart est bercée par les coups de feu qui annoncent une guerre pas si « froide ».

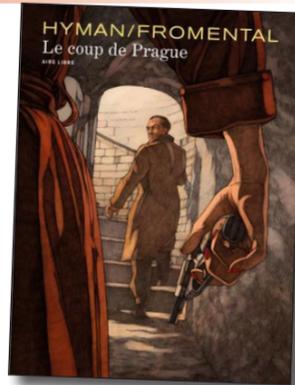
**Zones grises...**

Pressée par la CIA, Elizabeth tente de percer les vraies intentions de Greene qui joue parfaitement son rôle d'écrivain-scénariste. Mise à l'écart d'une rencontre de Greene

*Coup de maître pour ce Coup de Prague dont l'action se déroule essentiellement dans une Vienne enneigée encore à moitié détruite et occupée par les Américains, les Anglais, les Russes et les Français...*

avec un personnage trouble suspecté d'être à la fois lié au NKVD et aux filières d'évasion des anciens nazis, elle fracture le coffre de Greene et découvre le dossier « HARPO », Harold Adrien Russel Philby... Dès lors, tout va s'accélérer. Greene se rend à Prague en plein « coup », toujours accompagné d'Elizabeth. La scène finale éclaire d'une lumière fulgurante le choix du *Troisième Homme* comme titre du film. Une scène d'anthologie où la poudre parle une dernière fois tandis que Greene déclare à Elizabeth: « *Trahison, loyauté, quel est le sens de ces mots dans un monde bâti sur le pillage, les meurtres, le génocide, les chambres à gaz, l'éradication nucléaire de villes entières* »...

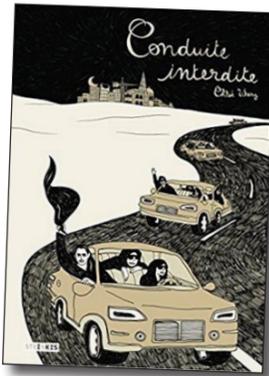
Jean-Luc Fromental a su éclairer les zones grises, les chausse-trappes et les fausses pistes semées par Graham Greene pour trouver une explication au voyage bien réel de Greene à Prague. Philby pourra continuer à diriger les services secrets britanniques pendant quelques années encore... avant de passer à l'Est. Le récit est servi par le dessin au fusain de Miles Hyman. Son dessin est précis, les couleurs tirent vers un sépia à même de nous plonger dans cette vraie-fausse histoire à la vérité immuable. Les nuances de noirs et blancs qui obtint la palme d'or à Cannes en 1949 avec Orson Welles comme acteur principal. Une nouvelle grande BD pour une collection Aire libre aux multiples tiroirs, et un pur bonheur d'histoire. **Sylvain Chardon**



## Conduite interdite, Chloé Wary

Édition Steinkis, 2017, 18 euros

En 1989, Nour rentre en Arabie saoudite après cinq ans passés à Londres et avoir étudié la photographie. Elle y a découvert que les femmes peuvent être indépendantes, autonomes, sans tuteur masculin. Mais le travail de son père la ramène dans son pays natal, un pays qu'elle aime, mais où elle ne se reconnaît plus. Il faut y porter l'abaya, ce vêtement qui couvre le corps et une partie du visage. Son père n'a jamais supporté les libertés prises par sa fille, qu'elle lui tienne tête. Il l'inscrit de force à l'université, en littérature arabe. Elle se fâche, soutenue du bout des lèvres par sa mère. Elle continue néanmoins à photographier le monde de la fenêtre de sa chambre. Elle étouffe jusqu'à ce qu'elle croise un groupe de femmes bien décidées à revendiquer leur indépendance. À travers l'histoire de Nour, Chloé Wary raconte l'histoire bien réelle de ce premier collectif de femmes, collectif clandestin qui, le 10 novembre 1990, ont pris le volant. Elles ont fait le tour de Ryad. Quarante-sept seront arrêtées. Elles deviennent les pionnières d'un mouvement féministe qui revendique le droit de conduire, car l'Arabie saoudite est le seul pays au



monde où il est interdit aux femmes de conduire... Et aujourd'hui, les Saoudiennes font leurs études à l'étranger, travaillent, votent et peuvent même être élues... mais ne peuvent toujours pas conduire leur voiture!

L'album, sous forme de petits chapitres introduits par une sourate du Coran, retrace leur combat en s'appuyant sur différents témoignages recueillis par Clarence Rodriguez pour écrire son ouvrage *La Révolution sous le voile*. Les textes religieux, les religieux eux-mêmes, mais aussi les hommes dans la rue, perpétuent ce rapport d'oppression et de domination entre les sexes sur fond de police des mœurs. À travers des planches en noir et blanc qui restituent cette ambiance entre oppression, soumission, révolte et souffle de liberté, l'auteure brosse le portrait de l'Arabie saoudite et surtout un moment de la lutte incessante pour l'égalité des sexes, l'émancipation et la liberté. Un beau portrait de femmes.

**Yvan Lemaître**  
1 - *La Révolution sous le voile*, First, 2014, 16,95 euros

**Littérature**



## Annie Saumont

*bonne histoire de cinq pages qu'une mauvaise de cinq cents*! Rien que les titres de ses recueils devraient nous mettre en appétit: *Si on les tuait?* (1984); *Je suis pas un camion* (1989); *Moi les enfants j'aime pas tellement* (1990); *Noir, comme d'habitude* (2000); *C'est rien, ça va passer* (2001); *Koman sa sécri émé?* (2005); *Le tapis du salon* (2012)... Des nouvelles de cinq pages, parfois moins, rarement plus de dix: travaillées, retravaillées parfois pendant deux ans, confiait Annie Saumont, polies, dégraissées à fond. « *Je peux passer des mois sur une nouvelle... Pour raboter, rajouter quelque chose, changer.* »

Des nouvelles à 0% de pathos, qui nous sont données par une écrivaine au grand cœur qui sait si bien déboucher les chagrins bétonnés, les petits, les très grands aussi, mais presque toujours bien arrangés, les frustrations sans fond, sans projecteur, sans roulements de tambour... L'auteure s'efface pour nous laisser à nous, lecteurs, lectrices, toute la place: imaginez, suivez vos hypothèses,

allez-y au feeling... Ne vous gênez pas, ces histoires sont à vous. Et il y en a plus de 300 à disposition! On en choisira une pour mettre vraiment l'eau à la bouche. Dans *Charlotte aux fraises*, cinquième texte du recueil *Le lait est un liquide blanc*, Isa va acheter un dessert glacé à Atac pour fêter l'anniversaire de mariage, car Philippe aime la charlotte... Un achat qu'elle a oublié hier quand elle a fait les courses. Aujourd'hui, c'est le sac isotherme qu'elle a oublié, et il fait trente degrés à l'ombre... Mais le dessert n'est pas seul en souffrance: *Son cœur fond. La charlotte aussi*. Philippe l'assure, le champagne est au frais... *Philippe a souri, C'est l'intention qui compte*. Dans cette nouvelle, Isa se confie, mais on ne verra pas qui elle met dans la confidence... Et ce n'est pas Philippe. Un parfait régal. Donc courez vers votre librairie préférée ou vers une bibliothèque si Annie Saumont n'est pas déjà dans la vôtre. Mais quoiqu'il en soit, il sera trop tard pour la lire de son vivant: elle nous a quittés le 31 janvier dernier à 89 ans. Mais vous pourrez ainsi la

lire de votre vivant. Bien sûr, une vie sans avoir croisé Annie Saumont n'est pas forcément une vie totalement ratée, mais sans exagérer, sans être adepte du transhumanisme, lire ses nouvelles fait de nos vies des vies augmentées. De combien? Impossible à dire, mais de beaucoup!  
**Fernand Beckrich**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

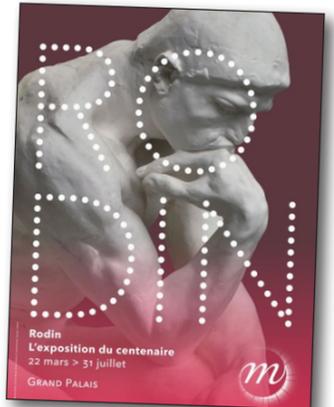
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

**Exposition**

## « Rodin, l'exposition du centenaire »

Jusqu'au 31 juillet 2017 au Grand-Palais (Paris)

Dès l'entrée, le choc entre *le Penseur* de Rodin et l'homme bleu de Georg Baselitz. Le ton est donné: plus qu'une simple rétrospective, cette belle exposition montre la bascule dans la modernité expressionniste, et l'onde de choc Rodin jusque dans l'art contemporain.



Elle donne à voir comment Rodin a redonné vie à la sculpture par une quête obstinée de l'expressivité: des formes fortes et pures, des mouvements sensuels, des sculptures non finies à la manière de Michel-Ange. Comment il passe de la sensibilité du plâtre sans cesse retravaillé à l'assemblage monumental comme dans *la Porte de l'Enfer*, véritable catalogue de formes (*le Penseur, le Baiser, les Trois ombres*) qui seront individualisées et déclinées, voire amputées et recomposées de façon étonnante moderne. Comment il supprime le talent en engonçant Balzac dans sa robe de chambre, pour atteindre l'essentiel en frôlant l'abstraction...

Et surtout, elle met en scène en permanence une confrontation jubilatoire, d'abord avec ses jeunes contemporains, Bourdelle, Lehmbruck, Brancusi, Zadkine, en évitant celle, rabâchée, avec Camille Claudel (il faut aller au nouveau musée de Nogent-sur-Seine pour cela), puis avec les maîtres modernes, Matisse, Picasso, Giacometti. Avec, enfin, dans une dernière salle passionnante, la sculpture contemporaine expressionniste de 1945 à nos jours: Germaine Richier, Per Kirkeby, jusqu'à Markus Lüpertz ou encore *L'homme qui marche* de Thomas Houseago. Expo dans l'expo, les rares dessins de son exposition de Prague, les Noirs, des dessins de sculpteur à l'encre et gouache blanche, aux forts contrastes de lumières, et les aquarelles érotiques évanescences quasi abstraites. Un très bel hommage à Rodin, père de la sculpture moderne. Une exposition ambitieuse.

**Ugo Clerico**

**Annonce**

## Longwy - Norilsk, même combat!

Ce samedi 13 mai à Serémange-Erzange, au cœur du bassin historique de la sidérurgie Lorraine, la vallée de la Fensch, se déroulera un bien bruyant événement. Une journée autour de l'histoire de la sidérurgie et de ses luttes organisée par un collectif très actif en Lorraine, les Forges alliées, un collectif qui mêle (entre autres) luttes sociales et musiques industrielles...



Pour le bruit, on retrouvera trois groupes, Lith (Power Noise / Marseille), Flutwacht (Industrial Noise / Sarre), et OS125 (Trash ouvrier / Nancy). De la musique aussi bruyante qu'un laminoir, aussi sale qu'un crassier, idéale pour empêcher les voisins de dormir. La journée sera l'occasion d'assister à la projection du film documentaire *Longwy la Rouge* d'Éric Molodtsoff. On pourra aussi visiter l'exposition photo de Michel Olmi, ancien secrétaire de l'UL CGT de Longwy durant les années 1979-1980, des années qui donnèrent lieu aux plus grands moments de luttes pour tenter de sauver la sidérurgie dans le bassin de Longwy. Michel Olmi a également été l'un des principaux acteurs de l'aventure radiophonique Radio Lorraine Cœur d'acier. Il propose aujourd'hui une série de photos très déstructurées, abstraites, maltraitées sûrement à l'image de la sidérurgie en Lorraine aujourd'hui.

**Pierre Baton**  
Samedi 13 mai au Portier-de-Fenderie, 172, bis rue Charles-de-Gaulle à Serémange-Erzange. Ouverture des portes 17h, entrée gratuite.

**Pourrais-tu nous faire un compte-rendu de cette journée d'action du 4 mai devant le «paquebot», comme les salariéEs nomment le magasin historique de Tati Barbès ?**

Je pense que c'était une bonne chose de faire cette journée d'action, on aurait même dû la faire bien plus tôt. Le résultat est que, suite à la mobilisation, nos salaires nous ont enfin été versés... Déjà ! Ensuite, tout devait être bouclé le 29 mai, et finalement le tribunal a décidé de renvoyer à six mois la décision du choix d'un repreneur pour mieux approfondir les dossiers, ou trouver d'autres repreneurs qui pourraient être intéressés. C'est une bonne chose. On aurait peut-être pu être plus nombreuses si nous n'avions pas été prises de court, car il y a encore d'autres magasins qui auraient pu se joindre à nous, mais malheureusement il y a toujours la direction qui fait pression pour dissuader les salariéEs. Bon, je les comprends un peu, car avec des salaires en moyenne de 1200 euros net, ce qui est misérable : avec ça on ne vit pas, on survit, mais moi, je dis qu'il vaut mieux perdre une journée, ou deux, ou trois, que son emploi !

**Combien de magasins ont été touchés par le mouvement ?**

Il y en a à peu près une bonne dizaine sur la région parisienne, dont cinq complètement fermés. Avec surtout le grand magasin de Barbès. Ceci étant, on est là pour tous les Tati de France et pas seulement pour Barbès, même si c'est le plus gros volume... S'il y d'autres mouvements à faire, ça touchera tout Paris.

**Comment se comporte la direction et la hiérarchie lorsqu'il y a un mouvement ?**

Depuis la grève de jeudi dernier, ils ont cessé les pressions, mais avant cette journée, il y a eu des pressions sur les salariéEs : « Faut pas la faire, les repreneurs vont avoir un mauvais œil sur nous, n'y allez pas, il va y avoir de la visite dans les magasins... » Si vous écoutez certains salariéEs, on a l'impression que ça ne les concerne pas, ils vous disent : « Nous on est sûrs d'être repris... Comment ça ne vous concerne pas ? C'est votre directeur qui vous a briffé ce matin en vous disant de ne pas vous inquiéter ? Moi, je peux vous dire que dans certains magasins, personne ne sera repris... Comment leur faire comprendre ? C'est une bataille qu'on mène, nous, les syndicalistes. On tourne dans toute la France pour les mobiliser. Il y en a qui sont proches de la retraite et qui disent ne pas être concernés, d'autres qui disent « oui, mais si je fais grève, peut-être que je serais mal vu et ne serait pas repris... » Alors que pas du tout, la grève est un droit constitutionnel. On est là pour sauver nos emplois, c'est tout à fait logique non ? Si on n'a plus d'emploi, comment on fait ? Qui va payer nos loyers ? Comment va-t-on payer la cantine de nos enfants ? J'essaie de les réveiller, mais des fois, c'est compliqué quand il y a les directeurs... Pourtant ils peuvent être touchés eux aussi ! Nous ne serons pas tous repris. Après, il y aura une deuxième session de repreneurs et ce sera un PSE. S'il y a un PSE, ce sera à minima, et le PDG d'Eram nous donnera le strict minimum. Nous, nous voulons notre dû pour les 15, 20, 30 années qu'on a passées chez Tati.

**Au rassemblement de jeudi, on a aussi vu des militantEs d'autres**

# « Tous les magasins Tati de France sont menacés »

**Entretien.** Salariée chez Tati, **Hakima Djellouah** y est déléguée syndicale nationale CGT. Nous l'avons rencontrée à l'occasion du rassemblement intersyndical du jeudi 4 mai devant le magasin de Barbès, puis interviewée par la suite.



Jeudi 4 mai, devant le magasin historique de Tati. DR

**enseignes du commerce, comme la FNAC ou Monoprix. Qu'en penses-tu ?**

Ben justement, c'est parce que ça concerne tout le monde... Il y a pas mal d'enseignes qui se cassent la figure, on a déjà vu Mim qui s'est cassé la figure, la Halle aux chaussures et d'autres également qui ne fonctionnent pas tellement. Peut-être que dans les prochains jours ou les prochains mois, ça sera à leur tour ! C'est pour cela que je pense que ce serait bien de faire un autre mouvement, que tous les salariéEs se rejoignent et qu'on soit une force dans le commerce. J'ai l'impression que lorsqu'il y a une manifestation, le commerce n'est pas très présent. C'est malheureux parce que c'est pourtant une branche où l'on gagne très mal sa vie.

**Comment la présence de soutiens au rassemblement du jeudi 4 mai a-t-elle été perçue par le personnel ?**

Très bien ! On a eu la visite de Philippe Poutou, on ne s'y attendait pas, c'est une bonne chose. Ça nous a donné plus de force et de courage. Heureusement qu'il y a des gens

comme lui, parce qu'au niveau de la présidentielle, Macron, Marine Le Pen ou les autres, ils ne sont pas venus... Ni François Hollande qui prétend suivre le dossier. On a été reçues par Mme El Khomri, mais pas un geste. Pas une seule fois ils n'en ont parlé à la télévision... Franchement c'est vraiment très triste, mais bon, j'ai l'impression que ça ne les concerne pas ! Évidemment, maintenant eux aussi, ils vont céder leur place, mais nous on sera sur le carreau... Il y a quand même 1720 employéEs à sauver ! Même si on en sauve 1000 ou 1100, il y en aura 600 sur le carreau. On n'a pas encore les listes de qui est gardé et de qui ne l'est pas, mais ça va être très dur. Je sais que les salariéEs de Whirpool vont avoir 65 millions d'euros pour leur Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), je suis contente pour eux, mais j'espère que pour nous ça va être de même...

Mais de toute façon, on ne lâchera rien, c'est notre bataille. Tant qu'on est là, nous la CGT, et j'espère que les autres syndicats vont se mettre avec nous parce que ça concerne tout le monde !

Donc nous espérons avoir gain de cause et qu'il y aura un suivi, des formations... Parce que la moyenne d'âge chez Tati, c'est plus de 40 ans, une grosse majorité de femmes évidemment, avec des enfants, des femmes seules, divorcées, veuves, etc. Donc ce serait quand même une bonne chose pour elles et pour eux que le mouvement aboutisse, je l'espère de tout cœur.

**Tati, c'est un grand symbole dans le quartier pour les classes populaires. Le personnel y est-il attaché ? Souhaitez-vous que cette enseigne continue à exister ?**

Oui, tout à fait, on aimerait que cette enseigne reste. Bientôt 70 ans que Tati existe. Moi j'ai 50 ans : ma génération, on a tous été avec nos parents chez Tati... Dans le monde entier, Tati est connu. Donc on aimerait qu'un repreneur achète carrément tout le groupe et évite une reprise à la découpe. Mais j'ai aussi envie de dire que l'on n'est pas là pour sauver Tati Barbès, mais avant tout les salariéEs. La presse et la télévision ne parlent que de Tati Barbès, mais ce sont tous les magasins Tati de France qui sont menacés.

**Dans ce quartier très populaire, la solidarité avec la grève pour la sauvegarde de l'emploi peut-elle s'articuler avec l'opposition à la fermeture du magasin ?**

Oui, la diffusion de tracts au public, de pétitions, c'est bien ! J'espère que les partis politiques et les associations se joindront à notre combat. Il existe une pétition<sup>1</sup> qui a recueilli 3500 signatures, j'aimerais bien en avoir beaucoup plus parce que celle-ci sera remise au PDG d'Eram. Il y aura sûrement de nouveaux rassemblements, ce serait bien que tout le monde nous rejoigne !

**Propos recueillis par Alain Pojolat**

1 - tatiendanger.fr

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**L'Humanité.fr** 1937, GERNIKA. Capitale historique du

Pays basque, la ville est ravagée par les bombardements de l'aviation de la Légion Condor, envoyée le 26 avril 1937 par Hitler et Mussolini afin de soutenir Franco et de marquer les esprits de la population. [...] La responsabilité de la barbarie reste encore objet de révisionnisme historique néofranquiste. La destruction de la ville symbole des libertés basques relèverait exclusivement d'une bavure allemande, voire d'un « montage communiste », ou d'une décision nazie dans le dos de Franco. Gernika reste au cœur d'une bataille mémorielle qui dura jusqu'aux années 1970... et sert parfois encore. Pour les franquistes, Gernika fut incendiée par les « rouges séparatistes », dynamitée par des « saboteurs basques » et des mineurs asturiens, afin de discréditer Franco. Ce dernier imposa jusqu'au bout le mensonge afin de couvrir son acte terroriste délibéré. [...]

Le 26 avril 1937, des bombardiers allemands Junkers 52, Heinkel 111 et 51, plus trois avions italiens SM79 Savoia-Marchetti (participation peu connue) larguent plus de 60 tonnes de bombes incendiaires et explosives, de 17h15 à 19h40. Des chasseurs volant à basse altitude s'acharment sur une ville ouverte, mitraillent la population paniquée qui tente de fuir sur des charrettes tirées par des bœufs. [...]

Comment expliquer Gernika ? Elle ne constitue un objectif ni militaire ni stratégique. On oublie souvent que, le 31 mars, le bombardement ravageur de Durango marque le début de l'offensive du général fasciste Mola pour conquérir la Biscaye. Il prône la « guerre d'anéantissement », ce qu'il fait, et Franco « la rédemption des habitants ». Gernika « inaugure » ce nouveau type de guerre afin de démoraliser les populations civiles, et ici de détruire le berceau de la « basquitude », de blesser durablement l'identité basque. Pour les factieux, il faut aussi miner la résistance républicaine de Bilbao, à 30 kilomètres, pour faire tomber la ville ouvrière (le 19 juin) et son potentiel portuaire et industriel.

« Gernika, 1937 : la barbarie de Franco », Jean Ortiz, L'Humanité, vendredi 5 mai 2017

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)